

Diagnostic démographique de l'état de la francisation au Québec

1 – Les indicateurs proposés

Michel Paillé, démographe,
chercheur associé,
Chaire Hector-Fabre, UQÀM
29 novembre 2007

Avant-propos

Notre mandat consiste à « produire un rapport qui vise à établir un diagnostic de l'état de la francisation au Québec en terme démographique à partir des principaux indicateurs de francisation disponibles ». Ce mandat compte trois étapes :

1. établir une liste des principaux indicateurs (30 novembre 2007) ;
2. faire état des indicateurs de francisation antérieurs au recensement de 2006 (20 décembre 2007) ;
3. compléter le diagnostic de francisation d'après le recensement de 2006 (20 janvier 2008).

Le présent rapport constitue le premier que nous devons faire. Nous avons regroupé les indicateurs en trois catégories. La première est de nature descriptive tandis que la deuxième fait état de la dynamique des groupes linguistiques. Enfin, la troisième catégorie regroupe tout ce qui concerne le domaine de l'éducation, de la maternelle à l'université. Cette troisième classe d'indicateurs, qui ne vient pas des recensements, se prête mal à un partage entre le deuxième et le troisième rapport. Cependant, nous allons procéder de manière à équilibrer l'ensemble du travail qui nous est confié d'ici le 20 janvier.

Tous les types de sources seront consultés : études déjà publiées, ouvrages sur le point de paraître, données brutes promises, voire acquises, et données du recensement de 2006 qui seront diffusées en décembre. Parmi les ouvrages pertinents qui devraient paraître prochainement, nous en avons identifié trois. Bien que nous ayons en main une première version de ces trois études, mieux vau-

drait consulter les versions définitives prêtes à la publication. Ces trois études sont les suivantes :

1. Marc Termote, *Nouvelles perspectives démolinguistiques du Québec et de la région de Montréal, 2001-2051*.
2. Office québécois de la langue française, *Indicateurs de la langue d'enseignement pour l'éducation préscolaire, l'enseignement primaire et secondaire, le collégial et l'université*.
3. Michel Paillé, *La fécondité des groupes linguistiques au Québec, 1991, 1996, 2001*.

La deuxième de ces études couvre une période qui s'arrête à l'année scolaire 2002-2003. Pour aller un peu plus loin, nous avons demandé une mise à jour des principaux indicateurs à un démographe du ministère de l'Éducation des Loisirs et des Sports (MELS). Nous avons déjà obtenu ces données complémentaires qui ajoutent trois années scolaires (de 2003-2004 à 2005-2006 inclusivement) à la série, voire une quatrième année (2006-2007) qui repose cependant sur des données provisoires.

Les indicateurs marqués d'un astérisque (*) proviennent des recensements du Canada. Nous avons ce qu'il faut jusqu'en 2001 pour le deuxième rapport. Le 4 décembre 2007, Statistique Canada diffusera trois tranches de données tirées du recensement de 2006. Pertinentes pour remplir notre mandat, ces données traiteront de la « Composition linguistique du Canada », de l'« Immigration et de la citoyenneté » ainsi que des « Canadiens en mouvement (migrations intérieures) ». Nous avons vérifié auprès d'un collègue de Statistique Canada que le site Internet de cette agence fédérale offrira gratuitement, dès le 4 décembre, l'essentiel des informations qu'il nous faudra pour élaborer notre troisième rapport.

Les variables que nous présentons ici ne forment pas qu'une simple liste. Nous avons voulu aller un peu plus loin de manière à rédiger les autres rapports sans trop s'embarasser de définitions, de mises en garde, etc.

Les indicateurs descriptifs

- *Langue maternelle** –Il s'agit de la langue que toute personne recensée au Canada « a apprise en premier lieu à la maison dans son enfance et qu'elle comprend encore ». C'est la seule question linguistique à laquelle tous les résidents du Canada doivent répondre lors d'un recensement (toutes les autres questions linguistiques viennent d'un échantillon de 20% des ménages, à l'exclusion des pensionnaires d'institutions). La langue maternelle est une variable « rétrospective » parce qu'elle remonte dans le temps : au fur et à mesure du vieillissement des personnes recensées, elle retourne de plus en plus loin dans le passé du répondant. C'est la seule variable linguistique colligée lors des recensements à avoir été « enchâssée » dans la Charte canadienne des droits et libertés.

- *Langue parlée* : cette variable est apparue en 1971 ; elle est cueillie depuis 2001 en deux volets :
 - *le plus souvent** – Il s'agit de la langue « parlée le plus souvent à la maison ». Cette variable rend compte de la situation qui prévaut au moment même d'un recensement. Certains analystes en ont fait abusivement « la langue de la vie privée », domaine qui s'étend bien au-delà de la résidence principale.
 - *régulièrement** – Ce deuxième volet de la question sur la langue parlée porte sur « toutes autres langues [parlées] régulièrement à la maison ». Apparue au recensement de 2001, elle rend compte elle aussi de la situation au moment même d'un recensement.
- *Connaissance du français et de l'anglais** – La question posée aux recensements canadiens s'énonce ainsi : « Cette personne connaît-elle assez bien le français ou l'anglais pour soutenir une conversation ? ». Contrairement aux questions précédentes, il s'agit ici d'une autoévaluation globale du répondant. Globale, car aucune échelle (de 0 à 10, ou de « nulle » à « excellent », pour ne donner que ces deux exemples) n'est présentée aux personnes interrogées. À cette question très ancienne, les réponses sont contemporaines aux recensements.
- *Connaissance des langues tierces** – Il s'agit d'une autre autoévaluation globale apparue depuis peu dans les recensements. Elle est formulée ainsi : « Quelle(s) autre(s) langue(s) que le français ou l'anglais, cette personne connaît-elle assez bien pour soutenir une conversation ? » Il faut prendre bonne note qu'une personne qui déclare connaître plus d'une langue tierce est comptée autant de fois qu'elle en a mentionnée. En conséquence, la somme des langues tierces connues dépasse celle des individus qui les ont déclarées ; c'est pourquoi Statistique Canada ne présente pas de totaux pour cette variable.

Dynamique des groupes linguistiques

- *Continuité et substitutions linguistiques** – La comparaison des données sur la langue maternelle à celles portant sur la langue parlée le plus souvent à la maison permet de comparer le présent au passé. On peut dès lors distinguer la « continuité linguistique » des « substitutions linguistiques » (ou « transferts », ou même, abusivement, « assimilation »). La majorité des personnes parlent le plus souvent leur langue maternelle au foyer ; dans leurs cas, on dit qu'il y a continuité linguistique (il peut arriver qu'après une période de substitution, il y ait retour à l'usage de la langue maternelle ; ces cas sont sans doute très rares). Une minorité parle le plus souvent une autre langue ; il s'agit donc, dans ces cas-là, de substitutions linguistiques. À ce jeu, c'est l'anglais qui domine à l'extérieur du Québec, aux dépens des allophones et des francophones. Au Québec cependant, le français progresse à ce chapitre depuis les lois linguistiques des années 1970. On y voit un effet indirect de notre politique linguistique

conçue, entre autres objectifs, pour inverser les tendances nettement favorables à l'anglais que l'on a observées jadis. Il faut regretter que certains chercheurs traitent cette dimension sans la situer dans un contexte démographique global ; ils sont ainsi portés à en exagérer l'importance.

- *Fécondité des groupes linguistiques* – Le meilleur indicateur de fécondité est l'« indice synthétique ». Il s'exprime par un nombre moyen d'enfant par femme. On s'entend pour dire qu'un ISF d'environ 2,1 enfants par femme doit être atteint pour assurer, à terme, le remplacement des générations. Depuis plus de 35 ans, le Québec se situe nettement sous ce seuil. La hausse récemment observée (environ 10%) demeure insuffisante ; il est d'ailleurs trop tôt pour dire si cette hausse s'inscrit dans une nouvelle tendance lourde. La sous-fécondité est le facteur qui s'est avéré le plus important dans le vieillissement rapide de la population du Québec. Bien que l'ISF pour l'ensemble du Québec soit connu jusqu'en 2005 (1,52 enfant), voire 2006 (un calcul provisoire donnerait 1,62 enfant selon l'ISQ), il ne sera pas possible de calculer un ISF propre à chaque groupe linguistique postérieur à 2001.
- *L'immigration internationale* :
 - *les flux migratoires* – Le Québec collige, sur une base annuelle, des données sur les immigrants internationaux qu'il accueille. Cette banque de données contient d'importantes informations. Les nombres annuels sont comparés à ceux de l'ensemble du Canada, permettant ainsi de calculer l'importance de l'immigration internationale à destination du Québec comparativement à son poids dans la Confédération. Le continent et le pays de naissance de l'immigrant, ainsi que sa langue maternelle, montrent la diversité d'origine des personnes que nous accueillons. Des données sur la connaissance du français et de l'anglais permettent de voir les effets d'une sélection qui accorde plus d'importance à la connaissance du français, mais qui entraîne dans son sillage un bilinguisme évident. Cette banque de données annuelles permet aussi de distinguer les catégories d'immigrants (indépendants, réfugiés, etc.) ainsi que la région de destination au Québec.
 - *la population immigrée** – Lors des recensements canadiens, Statistique Canada distingue la « population immigrée » de celle qui ne l'est pas. Croisées à d'autres variables contenues dans un même recensement, ces informations donnent la résultante nette des flux migratoires, car les immigrants décédés et ceux qui ont quitté le Québec ne sont évidemment pas recensés. Outre que l'on peut croiser ces données avec les variables linguistiques habituelles (langue maternelle, langue parlée, etc.) comme avec d'autres d'intérêt général (lieu de résidence, principaux pays de provenance, etc.) les recensements permettent de constater que le Québec perd environ le quart des immigrants internationaux qu'il accueille. Notre mise à jour d'après le recensement de 2006 sera limitée aux don-

nées que Statistique Canada diffusera gratuitement sur son site Internet le 4 décembre prochain.

- *Les migrations entre le Québec et le reste du Canada** – Depuis plusieurs décennies, Statistique Canada demande aux résidents du pays lors des recensements, à quel endroit ils demeuraient 5 ans auparavant. Un croisement par provinces permet de mesurer les gains et pertes de chacune d'elles au détriment ou au profit des autres. À ce jeu, le Québec est toujours perdant. Un second croisement selon la langue des migrants montre que la minorité anglophone du Québec est perdante dans ces échanges migratoires.
- *Prospectives démolinguistiques* – Les dernières projections démolinguistiques à avoir été faites sont celles de Marc Termote. Réalisées pour le compte de l'OQLF à partir du recensement de 2001, elles ne sont pas encore publiées. Nous comptons en tirer l'essentiel au moins à partir d'une première version inédite ou, mieux encore, de ce qui pourrait nous être transmis, voire publié d'ici peu.

La langue d'enseignement

- *Maternelle, primaire, secondaire* – Les fichiers du MELS permettent de suivre, année après année, les effets de la Charte de la langue française sur la langue d'enseignement. Ces données montrent la nette progression, depuis la loi 101, des inscriptions au secteur d'éducation de langue française (écoles publiques et privées subventionnées) de la maternelle à la 5^e secondaire. C'est particulièrement le cas des écoliers de langues maternelles tierces.
- *Les écoliers admissibles à l'école anglaise* – La loi 101 décrit les modalités d'accès à l'école anglaise au Québec. La principale règle repose sur la majeure partie de l'enseignement primaire reçu au Canada par le père ou par la mère de l'enfant. Le MELS collige, année après année, le nombre d'écoliers reconnus admissibles à l'école anglaise et distingue le critère retenu conférant le droit. Il est particulièrement intéressant de relever le nombre d'écoliers admissibles à l'école anglaise qui s'inscrivent librement dans des écoles françaises sans perdre leur droit, ni pour eux, ni pour leurs éventuels enfants. (À ce propos, nous n'avons pu obtenir une mise à jour des données du MELS ; il s'avère qu'une nouvelle compilation ne soit pas possible avant quelques mois ; nous pourrions toutefois aller jusqu'à l'année 2002-2003)
- *Les cégeps* – Rien ne s'oppose à une pleine liberté de choisir la langue d'enseignement au collège. Toutefois, on s'intéresse depuis longtemps au choix de la langue du cégep par quiconque à reçu un diplôme d'études secondaires faites en français. Le cas particulier des jeunes de langues tierces qui ont été scolarisés en français en vertu de la loi 101, mais qui poursuivent leurs études collégiales en anglais, attire l'attention. En exa-

minant ces données, on cherche à voir s'il y a prolongement de nos politiques linguistiques au-delà des exigences de la loi.

- *Les universités* – Là encore, rien ne s'oppose à une pleine liberté de choisir la langue d'enseignement pour faire des études universitaires. Bien que les statistiques de nos universités ne soient pas croisées à celles des cégeps ni, *a fortiori*, à celles du secondaire, il est tout de même intéressant de constater le partage relatif des clientèles entre les universités francophones et anglophones du Québec. Le choix de la langue d'enseignement à l'université résulte de nombreux facteurs parmi lesquels les effets induits de nos politiques linguistiques pourraient s'avérer secondaires ; les données que nous avons ne permettent pas de distinguer et, *a fortiori*, de pondérer les différents facteurs qui opèrent dans le choix d'une université.

Postface

La plupart des données dont nous disposons distinguent l'île de Montréal, la région métropolitaine de recensement de Montréal, et l'ensemble du Québec. Peu importe le type de sources (recensements, MELS, naissances pour le calcul de l'ISF), l'île de Montréal est une entité qui couvre toujours le même territoire. Il n'en est pas de même pour la région métropolitaine de Montréal.

Les données qui proviennent des recensements couvrent un territoire métropolitain qui s'agrandit avec le phénomène de l'étalement urbain. L'OQLF en a tenu compte dans ses publications récentes comme dans les ouvrages à paraître : le territoire de 1991, plus petit, a été ajusté sur celui de 1996 et 2001). Mais l'OQLF n'a pas toujours été en mesure de présenter des données pour décrire la situation de la région métropolitaine de Montréal. C'est le cas notamment de l'ISF qui n'a été calculé que pour l'île de Montréal et l'ensemble du Québec.

Le ministère de l'Éducation des Loisirs et des Sports compile ses données selon les « régions administratives scolaires » (RAS) dont l'une couvre l'île de Montréal. On comprendra aisément qu'au MELS le concept de région métropolitaine de Montréal n'a pas de signification pratique. En conséquence, rien de ce qui proviendra de ce ministère ne concernera la région métropolitaine de Montréal.

Diagnostic démographique de l'état de la francisation au Québec

2 – Portrait démographique de la question linguistique jusqu'en 2001

Michel Paillé, démographe,
chercheur associé,
Chaire Hector-Fabre, UQÀM
14 décembre 2007

Nous présentons, dans ce deuxième rapport, un bilan démographique de la question linguistique au Québec jusqu'en 2001. Ce deuxième rapport fera abstraction des aspects que nous avons déjà traités dans le premier rapport, notamment la définition des variables utilisées. Couvrant la situation jusqu'en 2001, la plupart des variables seront mises à jour, dans le troisième rapport, d'après les données du recensement de 2006 récemment diffusées par Statistique Canada.

Tel qu'attendu, une première partie de nature descriptive sera suivie d'une autre faisant état des facteurs contribuant à la dynamique des groupes linguistiques.

Étant donné certains commentaires lus ou entendus à la suite des dernières diffusions de Statistique Canada (4 décembre 2007), il importe de formuler une remarque liminaire. Les données sur les langues maternelles et sur les langues parlées à la maison ne renvoient pas à des personnes qui s'«identifient» d'abord, voire exclusivement, à un groupe linguistique particulier¹. Même si des individus associent spontanément leur identité (ou l'une de leurs identités) à une langue plutôt qu'à une autre caractéristique, les questions des recensements canadiens ne sont pas posées en ce sens. Les expressions « majorité francophone » et « minorité anglophone » que nous employons parfois, n'ont qu'une signification numérique. Elles ne renvoient, ni à **tous ceux**, ni **seulement à ceux** qui s'y

¹ Il en est de même de d'autres variables (par exemple, l'origine ethnique, la religion, la citoyenneté, etc.) qui ne sont pas traitées ici.

identifieraient. Mieux vaudrait avoir recours à des enquêtes qu'aux données d'un recensement ou de fichiers administratifs pour traiter de questions d'identité.

Description de la situation linguistique du Québec (1991-2001)

Nous avons retenu pour cette section descriptive cinq indicateurs. Il s'agit de la langue parlée le plus souvent à la maison, de la langue maternelle, de la langue parlée régulièrement à la maison, de la connaissance du français et de l'anglais ainsi de la connaissance d'une langue tierce.

La langue parlée le plus souvent à la maison

Contemporaine aux recensements où elle a été colligée, la langue parlée le plus souvent à la maison tient compte des « gains et pertes » des différents groupes linguistiques dans le temps. Contrairement à la langue maternelle qui remonte à l'enfance des personnes recensées, la langue parlée le plus souvent à la maison rend compte de la situation qui prévaut au moment d'un recensement. Même si la majorité des personnes parlent leurs langues maternelles tout au cours de leur vie, il vaut mieux privilégier la langue parlée à la maison à la langue maternelle, car de nombreuses personnes ont fait une « substitution linguistique » depuis leur enfance. C'est pourquoi les projections démographiques sont basées depuis longtemps sur la langue parlée plutôt que sur la langue maternelle. Les données que nous décrivons se trouvent au tableau 1.

Entre 1991 et 2001, la population du Québec n'a augmenté que de 4,6% (7,126 millions en 2001). Cette croissance générale reflète bien, majorité oblige, celle de la population francophone qui a augmenté de 4,7%. L'importance relative de cette majorité a été quasi stable au cours de la période, s'établissant à 83,1% en 2001. C'est toutefois la population de langues tierces qui a connu la plus importante croissance (16%), portant ses effectifs à 460 000, soit 6,5% de la population du Québec (5,8% en 1991). Enfin, il s'ensuit que la minorité anglophone a perdu du terrain avec une baisse de ses effectifs (-2%) jusqu'à 747 000 en 2001 ; elle ne comptait alors que pour 10,5% de la population du Québec.

La « couronne » métropolitaine de Montréal a connu la plus importante croissance de l'ensemble de sa population avec un gain de 12,3%, comparativement à 1,9% dans l'île de Montréal et à 2,9% ailleurs au Québec. Il en résulte que seule la couronne de Montréal a vu son poids démographique augmenter en dix ans : de 20,9% à 22,4% de la population du Québec. L'étalement des Montréalais insulaires vers les banlieues a contribué à cette croissance de la couronne².

² Le périmètre de la région métropolitaine de Montréal a été agrandi par Statistique Canada. Dans ses publications, l'OQLF a ajusté les limites de cette région métropolitaine en 1991 sur celles de 1996 et 2001. Nous comparons donc un territoire identique.

Mais les trois groupes linguistiques se répartissent très inégalement sur le territoire. On sait que les personnes de langues tierces sont très fortement concentrées dans la région de Montréal. En 2001, 87,7% d'entre elles demeuraient dans cette région, dont 72,2% dans l'île de Montréal, ne laissant que 15,5% dans la couronne³. Si cette dernière en compte un peu plus en 2001 qu'en 1991 (15,2%), l'île par contre en a un peu moins (73,3%). 12,3% des allophones seulement demeuraient à l'extérieur de la région métropolitaine de Montréal ; leurs effectifs n'étaient que de 57 000 et ne comptaient que pour 1,5% de la population du reste du Québec.

Une nette majorité des anglophones demeuraient toujours en 2001 dans la région métropolitaine de Montréal (78,7%), voire dans l'île (59,5%). Non seulement la population anglophone a continué à régresser au cours des années 1990, mais encore a-t-elle diminué dans toutes les régions que nous avons constituées. Si elle n'a perdu que 0,7% de ses effectifs dans la couronne de Montréal, c'est à l'extérieur de la région métropolitaine qu'elle a le plus régressé (-2,8%).

Dans l'île de Montréal, les anglophones ont glissé sous les 25% de la population totale de l'île (26% en 1991). Perdant un point dans la couronne de Montréal (de 10% à 9%), leurs pertes dans la région métropolitaine ont fait passer leur poids démographique de près de 19% en 1991 à 17,4% en 2001. On attribue généralement le recul démographique des anglophones aux pertes migratoires en faveur du Canada anglais.

La majorité francophone quant à elle est sous représentée dans l'île de Montréal avec seulement 17% de ses effectifs qui y demeurent. Il y a plus de francophones qui demeurent dans la couronne métropolitaine que dans l'île (1,384 million en comparaison à 1,006 million), ce qui n'est manifestement pas le cas des deux autres familles linguistiques. En 2001, les francophones comptaient pour 56,4% de la population de l'île de Montréal, en hausse⁴ par rapport à 1996 (55,6%). Les francophones forment une très forte majorité dans la couronne de Montréal (86,6% en hausse) et dans le reste du Québec (94,2%, une proportion stable).

La langue maternelle

Il serait redondant de décrire le tableau 2 comme nous venons de faire pour le tableau 1. Conséquemment, nous nous en tiendrons à l'essentiel.

D'emblée on remarquera que tous les effectifs absolus des personnes de langue maternelle tierce du tableau 2 sont plus grands que leurs vis-à-vis compilés selon

³ Au sein de la région métropolitaine de Montréal, les allophones s'étaient fort peu. Ils se concentraient dans le centre de la région, soit à Montréal, Laval, Longueuil et Brossard.

⁴ Une partie de cette augmentation pourrait être artificielle ; elle résulterait d'une modification dans le questionnaire du recensement de 2001, modification qui aurait « favorisée » le fait français.

la langue parlée le plus souvent à la maison (tableau 1). Il faut voir là l'effet des substitutions linguistiques qui se font surtout aux dépens des langues tierces. Les groupes francophones et anglophones s'enrichissent donc de nouveaux locuteurs dont les langues maternelles sont très variées.

En corollaire, les différences entre les données absolues des tableaux 1 et 2 montrent partout – en diachronie comme en synchronie – des gains pour la majorité francophone. On notera par exemple que dans l'ensemble du Québec, ces gains se sont accentués avec le temps : 66 000 en 1991, 89 000 en 1996 et 116 000 en 2001. Il faut y voir un effet indirect de l'ensemble de la politique linguistique du Québec.

Dans le cas de la minorité anglophone, la comparaison des tableaux 1 et 2 fait voir le net avantage démographique que les substitutions linguistiques lui ont apporté jadis. La forte inertie des gains cumulés au fil des décennies se remarque encore. Notons toutefois deux particularités. D'abord, à l'extérieur de la région métropolitaine de Montréal (reste du Québec), la minorité anglophone est perdante au jeu des substitutions linguistiques ; ces pertes sont cependant minimes. Aussi, dans la couronne métropolitaine de Montréal, les gains nets de la minorité de langue anglaise ont été rattrapés par ceux de langue française au recensement de 2001. En effet, les différences entre les tableaux 1 et 2 montrent des gains identiques de 28 000 personnes pour les deux groupes linguistiques. Il n'est pas impossible que le recensement de 2006 donne l'avantage à la majorité francophone à cet égard autour de Montréal.

La comparaison descriptive des tableaux 1 et 2 a tout de même conduit à entrevoir la dynamique des groupes linguistiques du Québec et de quelques régions. Nous y reviendrons dans la deuxième partie.

Les langues parlées régulièrement à la maison

Le tableau 3 présente la répartition, en pourcentages, des langues parlées « régulièrement » à la maison pour les personnes qui s'expriment tout de même « le plus souvent » en français, en anglais ou dans une langue tierce.

La très grande majorité des personnes qui font usage le plus souvent du français à la maison n'en utilisent aucune autre. Dans l'ensemble du Québec ils sont plus de 93% dans cette situation-là. Dans la région métropolitaine de Montréal ce pourcentage glisse en deçà de 90%. Enfin, dans l'île de Montréal, 85% des francophones n'utilisent que le français à la maison. Ce constat laisse donc peu de place aux autres langues chez les francophones. Un peu moins de 5% des francophones font usage régulièrement de l'anglais dans tout le Québec. Mais ils sont près de 9% à faire ainsi dans l'île de Montréal.

Un peu plus des deux tiers des anglophones ne font usage le plus souvent que de l'anglais au foyer. On note une faible différence entre la situation dans l'île de

Montréal (69,7%) et dans l'ensemble du Québec (68,5%). Si 19,5% des allophones du Québec font également usage du français sur une base régulière, ils sont à peine un peu plus de 15% à faire de même dans l'île de Montréal.

Moins de 3 allophones sur 5 ne font usage que d'une langue tierce au foyer, ce qui laisse beaucoup de place au français, à l'anglais et même au bilinguisme français-anglais comme langues parlées régulièrement. D'ailleurs, le français est un peu plus répandu (19,9%) que l'anglais (16,6%) comme langue d'usage régulier chez les allophones dans l'ensemble du Québec. Il en est de même dans l'île de Montréal avec un écart un peu plus faible (18,9% vs 16,8%) en faveur du français. Enfin, en ce qui concerne l'usage égal du français et de l'anglais comme langue parlée sur une base régulière, il tourne autour de 5% des personnes qui privilégient d'abord une langue tierce. Ce sont sans doute là les plus beaux cas de trilinguisme patent!

La connaissance du français et de l'anglais

Les données du tableau 4a résultent d'une évaluation générale par une personne recensée qui répond pour elle-même et pour les membres de sa famille (ou du ménage). Comme il s'agit d'une l'évaluation non graduée, on ignore si les personnes qui connaissent le français sont tout aussi compétentes dans cette langue que celles qui affirment être en mesure de parler l'anglais peuvent l'être dans cette deuxième langue. Chez les bilingues français-anglais, la compétence relative de chacune de ces langues n'est pas connue. Enfin, on convient généralement que les données sur les connaissances linguistiques dans les recensements canadiens sont muettes sur leur usage effectif.

Au cours des années 1990, la connaissance du français et de l'anglais a progressé de manière générale au Québec. Au recensement de 1991, 35,4% des Québécois se disaient en mesure de soutenir une conversation en français ou en anglais. Dix ans plus tard, cette proportion est passée à près de 41% (tableau 4a). Les trois groupes linguistiques ont participé à cette progression. Bref, notre politique linguistique n'a pas été un frein à la progression du bilinguisme français-anglais au Québec.

En 2001, près de 37% des Québécois de langue maternelle française étaient bilingues, une hausse en comparaison aux 31,5% de 1991. Chez les personnes de langue maternelle anglaise, le bilinguisme français-anglais est passé de 59,4% à un peu plus de 67%. Du côté des résidents de langues maternelles tierces, le bilinguisme – faudrait plutôt parler de trilinguisme dans leur cas – a gagné 4 points en dix ans, soit de 46,6% à 50,5%.

Ce constat vaut autant pour la région métropolitaine de Montréal et l'île de Montréal. Dans le cas des personnes de langue maternelle française, c'est dans l'île où l'on trouvait en 2001 la plus forte proportion de bilingues, soit 57,4%. Dans

l'île de Montréal, les résidents de langue maternelle anglaise étaient alors bilingues dans une proportion de 66%. L'écart entre francophones et anglophones montréalais à cet égard était donc beaucoup plus faible que dans l'ensemble du Québec : moins de 9 points comparativement à plus de 30 points.

Ces pourcentages cachent cependant une réalité dont on fait peu de cas généralement. En effet, vu la forte importance numérique de la majorité francophone au sein de la population québécoise, le nombre de bilingues francophones surpasse nettement celui des bilingues le langue anglaise. Dans l'ensemble du Québec en 2001, on dénombrait 2,14 millions de personnes de langue maternelle française capables de parler l'anglais comparativement à moins de 400 000 anglophones en mesure de converser en français. Il y a avait donc 5,4 fois plus de francophones bilingues que d'anglophones ayant la même aptitude. Dans l'île de Montréal où les deux groupes linguistiques sont plus susceptibles d'entrer en contact, ce rapport s'établissait à 2,6 en faveur du groupe francophone (544 000 contre 209 000).

Bref, à l'instar du bilinguisme pancanadien où les francophones s'avèrent toujours les champions, le bilinguisme au Québec demeure encore l'apanage de la majorité francophone. Rappelons qu'il y a 30 ans, Camille Laurin refusait sans détour la crainte exprimée par plusieurs voulant que sa politique linguistique conduise la majorité francophone vers l'unilinguisme français. Or, tous les recensements effectués depuis ce temps lui ont donné de plus en plus raison.

La connaissance des langues tierces

Le tableau 4b montre la répartition en pourcentage selon la langue maternelle, des huit principales langues tierces parlées au Québec en 1991, 1996 et 2001. Un examen de la distribution du nombre de personnes qui ont connaissance d'une ou de plusieurs langues tierces nous a amené à couper au-dessus de 35 000 locuteurs en 1991. Ce faisant, nous nous trouvons à retenir les mêmes langues aux trois recensements qui nous intéressent.

D'emblée, observons que l'espagnol a connu une importante ascension en 10 ans. Dès 1996, cette langue, déjà en deuxième place, talonnait l'italien qui était, sans équivoque, la première cinq ans plus tôt. En 2001, l'espagnol prenait de loin le premier rang. Toujours au 3^e rang lors de ces 3 recensements, l'arabe a tout de même connu une forte progression, passant de moins de 75 000 à moins de 116 000 locuteurs. Les langues créoles sont aussi en hausse : de la 6^e place qu'elles occupaient en 1991, elles sont passées à la 4^e en 1996, rang qu'elles ont maintenu en 2001, alors qu'elles dépassaient les 60 000 locuteurs.

Le grec a perdu un peu de terrain passant de la 4^e à la 5^e place mais sans perdre trop d'effectifs, demeurant au-dessus de 50 000 locuteurs en 2001. L'allemand n'a pas cessé de régresser, passant du 5^e au 6^e rang, puis au 7^e avec moins de

50 000 locuteurs en 2001. Bien que le portugais soit tombé de la 7^e à la 8^e place au début des années 1990, le nombre de Québécois sachant le parler a, quant à lui, augmenté à la fin de la décennie. Enfin, apparu en 8^e place en 1991, le chinois a gagné un rang à chaque recensement, pour dépasser les 50 000 au 6^e rang en 2001.

Sans surprise, la répartition en pourcentages montre que ce sont surtout les personnes de langues maternelles tierces qui connaissent au moins une autre langue que le français ou l'anglais. C'est particulièrement évident dans le cas du chinois, seule langue tierce parlée à plus de 90% par des allophones (vraisemblablement des personnes de langue maternelle chinoise pour la plupart), suivi de près, à cet égard, par le grec.

Il y a une grande exception à l'observation précédente. En effet, sauf en 1991 où il y a égalité avec 46,3%, l'espagnol était surtout le fait des francophones en 1996 (quatre points d'écart) et en 2001 (douze points d'écart). Manifestement, l'espagnol est la langue tierce la plus connue au Québec grâce notamment aux personnes de langue maternelle française.

Sans surclasser les allophones, les francophones sont également très nombreux à connaître les langues créoles. Dans ce cas cependant, et contrairement à l'espagnol, il y a gros à parier que les francophones qui connaissent une langue créole sont originaires d'Haïti, eux-mêmes ou leurs parents.

Notons enfin que les anglophones étaient plus nombreux à connaître le grec et le chinois que les francophones en 1991 et en 1996 ; en 2001, c'est toujours le cas pour le grec, alors qu'il y a égalité concernant le chinois. Mais comme le rapport francophones/anglophones est d'environ de 9 contre 1 dans l'ensemble de la population québécoise, il faudrait un écart beaucoup plus grand en faveur des francophones pour 7 des 8 langues tierces retenues au tableau 4b. Seules les langues créoles satisfont à ce rapport.

Dynamique des groupes linguistiques

Toute population humaine ou animale voit ses effectifs changer sous l'effet de quatre facteurs : la fécondité, la mortalité, l'immigration et l'émigration. Les deux premiers forment l'accroissement naturel, les deux autres déterminent l'accroissement migratoire. Dans le cas d'une population humaine dont les effectifs seraient répartis en quelques catégories, au moins un cinquième facteur entre en compte.

Si une répartition selon l'état matrimonial oblige à tenir compte de plusieurs facteurs (mariage, décès du conjoint, divorce, etc.), une ventilation par langue amène à tenir compte du passage des personnes d'un groupe à un autre. S'apparentant aux migrations interrégionales, les « substitutions linguistiques »

constituent le cinquième facteur entrant dans la dynamique démographique des groupes linguistiques.

Dans les sections qui suivent nous traiterons de tous ces facteurs, à l'exception toutefois de la mortalité, un facteur qui, de nos jours, influence peu l'importance relative des groupes linguistiques⁵.

Les substitutions linguistiques

Pour aller droit au but dans ce domaine où l'on pourrait facilement se perdre, considérons le tableau 5. On y trouve, pour l'ensemble du Québec, un croisement des langues maternelles et des langues parlées à la maison aux recensements de 1971⁶ et de 2001⁷.

Le recensement de 1971 fut le premier au Canada où il a été possible de constater ce type de croisement très simple. Essentiellement, ce tableau révélait deux choses. Il montrait d'abord qu'un nombre plus important de Québécois de langue maternelle française avait opté pour l'anglais comme langue parlée à la maison (plus de 73 500) comparativement aux personnes de langue maternelle anglaise qui avaient choisi de parler en français au foyer (moins de 49 100). Le déficit de la majorité francophone était donc de 24 500 personnes.

Aussi, la première moitié du tableau 5 montre, que chez les personnes de langues maternelles tierces (catégorie « autre »), l'anglais l'emportait largement sur le français (84 440 contre 34 580) comme langue du foyer. L'anglais s'était donc accaparé 70% des substitutions linguistiques cumulées depuis l'enfance de ces personnes jusqu'au recensement de 1971.

Que nous dit le recensement de 2001 à cet égard, 30 ans plus tard? Bien que ces deux recensements ne soient pas strictement comparables, nous constatons

⁵ Dans un exercice de prospective, il va sans dire qu'il faut tenir compte de la mortalité en fonction de l'âge des personnes.

⁶ Statistique Canada a fait une répartition électronique des cas où plus d'une langue a été mentionnée (ces cas sont appelés « réponses multiples ») en réponse aux questions sur la langue maternelle et sur la langue parlée à la maison. Il n'y a plus moyen aujourd'hui de retrouver les réponses originales du recensement de 1971 pour faire un examen critique des données afin, entre autres, de répartir les réponses multiples autrement ou de les étudier telles qu'elles furent colligées à l'époque.

⁷ Les réponses multiples en 2001 ont été réparties également entre les langues mentionnées. Prenons note que cette façon de faire, très répandue chez les chercheurs, crée quelques biais. Par exemple, une large proportion des personnes qui choisissent de parler l'une des langues qu'elles ont apprises dans l'enfance comme langues maternelles seront réputées avoir effectué une substitution linguistique. C'est faux dans leur cas, car le fait de privilégier, par exemple, une langue maternelle parmi deux, c'est faire un choix et non substituer l'une par l'autre. Cette question est examinée en détail dans une étude non encore publiée (Michel Paillé, à paraître en 2008).

qu'il y a eu progrès du français. Ce progrès est sans doute attribuable aux effets de notre politique linguistique dont la loi 101 forme le noyau.

Remarquons d'abord que dans ses « échanges » avec l'anglais, le français a gagné beaucoup de terrain en 30 ans. En effet, l'écart entre le nombre de francophones « anglicisés » (82 000) et celui des anglophones « francisés » (près de 74 200) s'est considérablement amenuisé (pertes nettes de 7 800 seulement). Si la proportion de francophones parlant l'anglais est restée à peu près stable (autour de 1,5%), celle des anglophones qui font usage du français au foyer a augmenté de 6,2% à 12,5%⁸.

Ensuite, le nombre de personnes de langues maternelles tierces recensées en 2001 qui s'exprimaient en français ou en anglais au foyer se répartissait presque également entre les deux langues. Avec près de 144 600 substitutions en faveur du français contre près de 158 400 à l'avantage de l'anglais, le rapport 70% contre 30% observé en 1971 était réduit à 52% contre 48% en 2001. Pour certains analystes de cette question, il y a là un progrès manifeste. Mais pour d'autres spécialistes, on ne saurait être satisfait que lorsque 9 substitutions sur 10 se feront en faveur du français⁹.

Bien que les données du tableau 5 concerne toute la population du Québec, on peut tout de même voir les progrès du français. Mais il y a moyen de constater ces progrès de manière encore plus évidente. En ne retenant au recensement de 2001 que les immigrants de langues maternelles tierces par période d'immigration, on peut très bien réaliser que le français est désormais le choix privilégié comme langue d'usage au foyer.

Le tableau 6 indique en effet que la situation observée chez les immigrants arrivés avant 1961 se renverse complètement chez ceux accueillis au Québec peu avant 2001. En effet, les immigrants allophones arrivés ici avant 1961 et qui ont changé d'usage linguistique au foyer, avaient opté pour l'anglais dans une proportion de 76%, ne laissant que 24% au français pourtant langue de la majorité. Or, plus des trois quarts des immigrants allophones de la période quinquennale 1996-2001 ont choisi le français comme langue parlée le plus souvent à la maison, ne laissant qu'une personne sur quatre parlant l'anglais.

On ne saurait cependant affirmer que ce renversement résulte uniquement des mesures de francisation de la loi 101. La sélection des immigrants, qui favorise le

⁸ Une partie de cette augmentation pourrait être le fait d'une sous représentation d'anglophones francisés parmi ceux qui ont quitté le Québec entre 1971 et 2001.

⁹ Ce rapport vient du poids relatif des francophones et des anglophones au Québec, abstraction faite des allophones. Avec un tel rapport de 9 contre 1, on suppose que les substitutions linguistiques deviendraient de ce fait un facteur démographiquement neutre. On oublie cependant de tenir compte de l'intensité des substitutions linguistiques chez les allophones (32% en 1971, 41% en 2001), laquelle à court terme, ne fait pas le poids face aux autres facteurs démographiques. Or, à Montréal, au cours d'un décennie par exemple, tous les types de mouvements migratoires – y compris l'étalement urbain –, interviennent avec beaucoup plus de force que les substitutions linguistiques qui pourraient advenir en 10 ans.

français, ne vient pas de cette loi linguistique ; elle fait cependant partie de notre politique linguistique globale. De plus, nous avons de bonnes raisons de croire que des immigrants de langues tierces ont déjà fait une substitution linguistique avant leur arrivée au Québec. Nous n'avons pas de données pour départager deux groupes d'immigrants allophones : ceux qui ont déjà fait une substitution linguistique et ceux qui ne l'ont pas fait¹⁰.

La fécondité des groupes linguistiques

D'après l'Institut de la statistique du Québec, la fécondité a baissé dans l'ensemble du Québec au cours de la décennie 1990 (tableau 7). L'indice synthétique de fécondité (ISF), a fléchi de 1,653 enfant par femme à 1,494. L'indice des Montréalaises, qui avait augmenté de 1,503 à 1,572 entre 1991 et 1996, a glissé jusqu'à 1,432 enfant en 2001. Enfin, dans le reste du Québec, l'ISF est toujours plus grand que dans l'ensemble du territoire ; il a toutefois baissé de 1,731 à 1,530 durant les années 1990.

Mais qu'en est-il par groupe linguistique d'après la langue d'usage des mères? D'importantes différences apparaissent au tableau 7 selon la langue d'usage de la mère.

Puisque les femmes de langue d'usage française sont majoritaires, leurs indices sont généralement voisins de ceux calculés par l'ISQ pour l'ensemble de la population du Québec. L'île de Montréal s'écarte toutefois de cette règle. En effet, un écart de plus en plus grand est apparu au cours de la décennie entre les indices pour toute la population de l'île et ceux de la majorité de langue d'usage française. Stable autour de 1,45 enfant entre 1991 et 1996, l'ISF des Montréalaises de langue d'usage française n'était plus que de 1,29 enfant en 2001. Étant donné que l'ISF des Montréalaises de langue maternelle française n'était alors que de 1,20 enfant, l'apport des femmes qui ont adopté le français au foyer n'a donc été que de 0,09 enfant.

Les femmes de langue d'usage anglaise gardent la réputation qu'elles ont depuis longtemps, soit une faible fécondité. Leur ISF a légèrement glissé de 1,50 à 1,47 durant la décennie dans l'ensemble du Québec. Toutefois, les francophones ne font pas mieux en 2001. Dans l'île de Montréal, la fécondité des anglophones a un peu augmenté, distançant ainsi les francophones (1,49 contre 1,29 enfant).

Dans l'ensemble du Québec, les femmes de langues d'usage tierces ont maintenu un niveau de fécondité plus élevé que celles de langue française ou de langue anglaise. Après une période quinquennale de stabilité au niveau du seuil

¹⁰ Pour profiter de ce type d'information dans l'avenir, il suffirait que le MICC ajoute une question à toutes celles que l'on pose aux immigrants qui arrivent jour après jour au Québec. On pourrait tout simplement demander aux immigrants qu'elle langue ils parlaient le plus souvent à la maison dans le dernier pays où ils résidaient avant de migrer au Québec.

de renouvellement des générations (2,11 en 1991 et 2,10 en 1996), l'ISF des allophones a cependant glissé à 1,88 en 2001.

Dans l'île de Montréal, la fécondité des femmes de langues tierces est légèrement plus faible que dans l'ensemble du Québec. Sous le seuil de renouvellement des générations en 1991 avec 1,91, l'ISF des allophones s'en est rapproché au milieu des années 1990 atteignant 2,07. Mais à la fin de la décennie, il a glissé à son niveau le plus bas, soit 1,78 enfant par femme en 2001.

Dans le reste du Québec, la fécondité des allophones (qui comprend les autochtones) s'est maintenue au-dessus de 2 enfants par femme. Toutefois, elle a perdu de son intensité, passant de 2,57 enfants en 1991 à 2,15 en 1996. Elle a par la suite glissé légèrement à 2,06 en 2001. L'ISF le plus élevé chez les anglophones y a été observé en 1991 avec 1,59 enfant. Mais par la suite, il glisse sous la moyenne québécoise en 1996, pour atteindre en 2001 son niveau le plus bas : 1,44 enfant par femme.

Les flux migratoires internationaux

Le tableau 8 présente les données sur l'immigration internationale arrivée au Québec, en Ontario et dans l'ensemble du Canada depuis 1951 à 2006 inclusivement. En moyenne, le Québec a reçu un peu moins de 30 000 immigrants par année, soit seulement 17,8% de tout ceux qui sont entrés au Canada. À elle seule, la province voisine, l'Ontario, s'est accaparée plus de la moitié de l'immigration internationale.

Les calculs par décennie montrent des tendances lourdes très fortes. Si l'Ontario a toujours reçu plus de la moitié des immigrants – sauf, de peu, dans les années 1980 –, le Québec n'a jamais réussi à faire de l'immigration internationale un facteur contribuant à la croissance de son importance démographique au sein du Canada. Au contraire, avec seulement 16% de l'immigration à destination du Canada, les années 1970 comme les années 1990 ont particulièrement contribué à l'érosion de notre poids dans le Canada. Les déclarations récurrentes des divers gouvernements québécois pour faire de l'immigration internationale un facteur favorable à notre démographie n'ont été jusqu'à maintenant que des vœux jamais concrétisés.

Compte tenu du nombre d'immigrants internationaux que le Québec désire recevoir au cours des trois prochaines années (jusqu'à 55 000 en 2010), on peut entrevoir, au tableau 8, un changement qui pourrait s'avérer important, du moins en nombres absolus. Si les années 1990 ont amené nos niveaux annuels moyens légèrement au-dessus de ceux des années 1950 (35 600 comparative-ment à 34 100), les années 2000-2006 nous amène tout près de 40 000 immigrants par année. Cependant, malgré ces hausses absolues, c'est tout de même moins de 17% de l'immigration canadienne que le Québec reçoit. Ainsi,

nous peinons toujours à suivre la tendance canadienne, surtout que l'Ontario s'accapare maintenant plus de 55% des immigrants internationaux.

Mais outre la proportion de l'immigration internationale à destination du Canada que le Québec réussit à recevoir, qu'en est-il de la dimension linguistique de cette immigration à laquelle tous nos gouvernements ont attaché de l'importance?

Puisque la connaissance du français facilite d'emblée l'intégration des immigrants à la majorité d'expression française, tous les gouvernements du Québec ont cherché à recruter le plus grand nombre possible d'immigrants sachant le parler. Longtemps, les divers gouvernements ont fixé à « au moins 50% la proportion de personnes immigrantes admises connaissant le français ». Cet objectif a été dépassé depuis 2003. Le tableau 9 montre en effet que la connaissance du français a continué à croître pour atteindre presque 58% en 2006.

Il y a toutefois un revers à cette médaille dont on ne parle guère. La croissance de la proportion d'immigrants aptes à parler le français est involontairement venue avec une importante hausse du bilinguisme français-anglais. Le tableau 9 montre également que les immigrants qui pouvaient converser en français et en anglais ont vu leur importance relative passer de moins de 11% en 1997 à près de 34% en 2006. Il s'ensuit donc que la proportion d'immigrants sachant s'exprimer « au moins » en anglais (somme des bilingues français-anglais aux unilingues anglais) a elle aussi progressé : de moins de 31% qu'elle était en 1998, cette proportion atteignait 53,5% en 2006.

La figure 1 fait clairement voir que la proportion d'immigrants qui connaissent au moins l'anglais talonne de près celle des immigrants en mesure de parler « au moins » le français (somme des bilingues français-anglais aux unilingues français). Compte tenu que 3 immigrants sur 4 s'établissent toujours dans l'île de Montréal, l'immigration internationale alimente d'elle-même le bilinguisme déjà très présent. En 2001, 57% de la population montréalaise étaient bilingues et 69% connaissaient au moins l'anglais (voir le tableau 4a plus haut).

Le gouvernement du Québec s'est engagé, par « contrat moral » envers les immigrants, d'assurer aux adultes des « services adéquats » d'apprentissage du français « dès leur arrivée ». Or, de son propre aveu, « le délai moyen [est] de 45 jours ouvrables », soit neuf semaines d'attente. Au moins 40% des immigrants qui doivent apprendre le français peuvent faire leur vie en anglais à Montréal durant ces longues semaines d'attente. Avec un objectif de 55 000 immigrants par année, il faudrait former, à chaque semaine, environ 20 nouvelles classes de français sur l'ensemble du territoire québécois pour y recevoir les immigrants arrivés dans les jours précédents. Or, les nouvelles classes ne sont formées que quelques fois par année.

La francisation des immigrants adultes fait partie de notre politique linguistique globale mais échappe à la loi 101. Par « contrat moral », les divers gouvernements du Québec se sont engagés à remplir leurs obligations envers les

immigrants qui ne connaissent pas le français en arrivant sur notre territoire. Pour se faire une idée concrète de l'importance de l'engagement pris, il suffit de calculer que, si on regroupait en un seul organisme tout le personnel nécessaire à l'enseignement du français aux immigrants adultes, on devrait mettre sur pied une institution plus imposante que l'ensemble des organismes actuellement chargés d'appliquer la Charte de la langue française.

Bref, dans l'état actuel des choses observées pendant plusieurs décennies, on doit comprendre que l'immigration internationale contribue, par défaut, à l'affaiblissement du poids démographique du Québec dans le Canada. En outre, elle ne peut pas conduire d'elle-même à la pérennité du fait français ; c'est par notre politique linguistique que nous pourrions y parvenir.

La population immigrée

Le cumul des immigrants sur un territoire donné conduit à ce que l'on appelle la population immigrée. Cette population ne comprend pas toutefois les enfants des immigrants nés sur le territoire d'accueil. Les départs subséquents et les décès d'immigrants ne sont pas comptés. Le tableau 10 montre très bien la progression de la population immigrée au Québec pendant la dernière moitié du XX^e siècle.

De moins de 230 000 en 1951, la population immigrée en 2001 atteignait presque 707 000. Ces personnes ne comptaient que pour 5,6% de la population du Québec en 1951. 50 ans plus tard, les immigrés ont raté de peu les 10% de la population totale. Cette croissance est quasi régulière. Cependant, notons un ralentissement dans les années 1980, ce qui explique le maintien à 8,2% de la population la part des immigrés en 1981 et en 1986.

En dépit de la croissance absolue et relative de la population immigrée, la part de l'immigration internationale canadienne recensée au Québec est nettement en deçà du poids démographique de la province au sein de la Confédération. Au recensement de 2001, cette proportion n'était que 13%, contre 24% dans l'ensemble de la population. En somme, non seulement le Québec n'accueille pas son poids de l'immigration internationale (voir la section précédente et le tableau 8), mais encore remarque-t-on, lors des recensements, qu'il perd une bonne partie de cette immigration en faveur notamment de l'Ontario et de l'Ouest du Canada.

En croisant les données sur l'immigration à celles sur la connaissance du français et de l'anglais, nous pouvons nous faire une idée de l'état de la francisation des immigrés qui sont toujours au Québec au moment d'un recensement. Si la ventilation des données distingue aussi la période d'immigration, l'information prend alors plus d'intérêt. C'est ce que fait le tableau 11.

La dernière ligne de ce tableau indique qu'en 2001, plus du quart des immigrés s'estimaient aptes à parler le français seulement, tandis que moins du cinquième

se considéraient unilingues anglais. Si près de la moitié des immigrants étaient bilingues, plus des trois quarts pouvaient parler au moins le français, tandis que plus des deux tiers considéraient être en mesure de converser au moins en anglais.

Enfin, un peu moins du quart des immigrants recensés en 2001 n'avaient toujours pas été francisés. Il s'agit-là de plus de 173 000 personnes. Parmi ces répondants au recensement de 2001, les deux cinquièmes vivaient alors au Québec depuis 25 ans et plus. Bien qu'arrivées avant la loi 101, ces 68 000 personnes, qui avaient plus de 25 ans en 2001, ont tout de même résidé ici durant les 25 premières années d'application de notre politique de francisation. Or, d'après leurs propres réponses au recensement de 2001, ces personnes estimaient que leur connaissance du français était trop rudimentaire pour s'affirmer capable de soutenir une conversation dans cette langue.

Elles ne sont pas les seules personnes dans cette situation-là. D'autres qui sont ici depuis 20 ans, 15 ans, 10 ans, n'ont toujours pas appris le français. Arrivées entre 1976 et 1990, elles sont plus de 41 000, formant près du quart des immigrées à franciser. Si les personnes immigrées au cours des années 1990 ont eu moins de temps pour apprendre le français, il n'en demeure pas moins qu'elles sont encore très nombreuses à affirmer ne pas pouvoir parler le français. C'est le cas notamment des 27 000 personnes arrivées ici entre 1991 et 1996 (15,5%) qui, après avoir vécu en moyenne 90 mois au Québec, ne parlent toujours pas le français.

Le tableau 12 traite des 10 principaux pays de naissance de la population immigrée recensée au Québec lors de 4 recensements consécutifs (1986 à 2001 inclusivement). En nous limitant aux 10 principaux pays de naissance, nous nous trouvons à retenir tous les groupes qui, en 2001, comptaient plus de 20 000 personnes.

Depuis quelques décennies, l'immigration internationale générale est de plus en plus diversifiée à travers le monde. On migre de tous les continents en direction de tous les autres. Le Canada et le Québec n'échappent pas à ce constat. Le tableau 12 montre bien qu'en 1986, les 10 principaux pays de naissance ralliaient 60% de notre population immigrée. En 1991, ce n'était plus que 55%. C'est au recensement de 1996 qu'un peu moins de la moitié des immigrants venaient des 10 principaux pays de naissance. Enfin, au recensement de 2001, cette proportion tombe à 47%.

Sans surprise, l'Italie demeure toujours le pays d'où sont venus le plus grand nombre d'immigrants recensés aux 4 recensements retenus au tableau 12. Toutefois, son poids relatif comme ses effectifs absolus n'ont pas cessé de décroître. Bon premier avec 16% en 1986 contre moins de 6% pour le groupe Français, les Italo-Québécois ont vu leur proportion décliner graduellement pour glisser sous les 10% en 2001. Bref, l'Italie demeure en tête, devançant la France d'où sont venus un nombre de plus en plus grand d'immigrants.

En 3^e place en 1986, les immigrés originaires des USA sont au 5^e rang depuis 1996. Mais les immigrés du Royaume-Uni quant à eux, de la 4^e place en 1986, tombent plus bas que le 10^e rang en 2001, disparaissant ainsi de la liste. Il en est de même pour les immigrés venus de la Pologne : au 10^e rang aux recensements de 1991 et 1996, ils sont disparus de la liste en 2001. La Grèce pourrait connaître le même sort puisqu'elle se retrouve au 9^e rang en 2001.

Lors de ces 4 recensements, les immigrés originaires du Viet Nam et du Portugal se maintiennent au bas de cette courte liste. 2 pays de naissance ont pris de l'importance parmi les 10 principaux pays de naissance. Il s'agit du Liban et d'Haïti. Enfin, le Maroc fait son apparition au 10^e rang en 2001.

Bref, retenons du tableau 12, que malgré une diversification très grande des immigrants que nous accueillons, les communautés les plus anciennes qu'ils ont formées, gardent longtemps leur place au sein des 10 principaux pays de naissance. Il faut y voir là un effet d'inertie.

En 1996, plus de 43% de nos immigrants provenaient d'Europe ; ils n'ont perdu que 3 points en 2001. Au second rang en 1996 avec 25%, les Asiatiques ont amélioré leur position avec 27% de la population immigrée. Les immigrés en provenance des Amériques ont maintenu leur importance relative autour de 21% ou 22%. Quant aux Africains, ils ont gagné 2 points (de 9,4% à 11,5%).

En 2001, 91% des Haïtiens, 87% des Algériens et 82% des Marocains recensés au Canada demeuraient au Québec. Par contre, plus de 93% des Chinois, Philippins, Indiens et des natifs du Royaume-Uni ont été recensés dans le reste du Canada, laissant ainsi moins de 7% au Québec.

Les migrations entre le Québec et le reste du Canada

À chaque recensement, Statistique Canada demande aux personnes dénombrées sur le territoire canadien où était leur lieu de résidence cinq ans auparavant. Cette question permet de connaître divers types de migrations (au sein d'une même ville, à l'intérieur d'une province, entre les provinces et les territoires, etc.). Ce qui nous intéresse ici concerne les « échanges migratoires » entre le Québec et le reste du Canada.

Depuis longtemps, le Québec enregistre un déficit migratoire par rapport au reste du Canada. Qu'en fut-il à la fin du siècle dernier? Entre 1991 et 1996, le Québec a perdu plus de 37 400 personnes. Ce déficit s'est accru de 53 % au lustre suivant, atteignant 57 300 personnes. En distinguant les émigrants et les immigrants selon la langue maternelle des personnes, le tableau 13 dresse, par lustre, le bilan de la décennie 1990. Bref, les migrations entre le Québec et le reste du Canada affaiblissent le Québec d'un point de vue démographique.

Depuis plusieurs décennies, ce sont les personnes de langue maternelle anglaise qui sont les plus concernées par les pertes migratoires du Québec. Les années 1990 n'échappent pas à cette tendance. En effet, les pertes migratoires nettes de la minorité anglophone sont de plus de 24 500 personnes entre 1991 et 1996, et de près de 29 300 au cours de la période quinquennale suivante. En somme, les effectifs de la minorité anglophone sont affaiblis par les mouvements migratoires avec le reste du Canada.

À l'instar de la minorité de langue maternelle anglaise, le groupe de langues maternelles tierces a perdu lui aussi une partie de ses effectifs au jeu des migrations avec le reste du Canada. Son déficit est de plus de 14 100 personnes au début de la décennie et de près de 19 200 durant le lustre suivant. Étant donné que la majorité des immigrants internationaux sont de langues maternelles tierces, il s'en trouve beaucoup parmi les Québécois du groupe tiers à quitter le Québec pour le reste du Canada.

Globalement, au cours de cette décennie, la majorité de langue maternelle française a inscrit des pertes elle aussi. Cependant, cela vient d'un déficit de près de 8 900 personnes à la fin de la décennie, car la première période quinquennale a apporté des gains nets de plus de 1 200 personnes. Compte tenu de sa forte majorité, la population de langue maternelle française perd relativement peu, en comparaison aux autres groupes linguistiques, sous l'effet des migrations inter-provinciales.

La répartition (en %) des personnes qui ont quitté le Québec pour le reste du Canada montre peu de différences d'une période quinquennale à l'autre. Pour l'ensemble de la décennie, on peut donc généraliser les mouvements vers le reste du Canada ainsi : le tiers des personnes était de langue maternelle française, un cinquième de langues maternelles tierces et environ de 45% à 48% des départs étaient le fait de Québécois de langue maternelle anglaise. En somme, les échanges de population avec le reste du Canada « profitent par défaut » en terme relatif au groupe de langue maternelle française, mais vont à l'encontre de la minorité anglophone.

À venir dans le troisième rapport

Dans notre troisième rapport à la Commission, nous mettrons à jour tous les indicateurs tirés des recensements canadiens à l'aide des données accessibles du recensement de 2006. Nous enchaînerons avec les projections de Marc Tremblay. Enfin, nous ferons état de la langue d'enseignement, du primaire à l'université.

Tableaux et figures

Tableau 1 - Langue parlée le plus souvent (en milliers), Québec et régions, 1991, 1996, 2001

	1991		1996		2001		Répartition régionale			Croissance
		%		%		%	1991	1996	2001	1991-2001
Ensemble du Québec							%	%	%	%
Français	5 652	83,0	5 830	82,8	5 918	83,1	100,0	100,0	100,0	4,7
Anglais	762	11,2	762	10,8	747	10,5	100,0	100,0	100,0	-2,0
Autre langue	397	5,8	453	6,4	460	6,5	100,0	100,0	100,0	16,0
Total	6 810	100,0	7 045	100,0	7 126	100,0	100,0	100,0	100,0	4,6
RMR de Montréal										
Français	2 223	70,1	2 295	69,8	2 389	70,7	39,3	39,4	40,4	7,5
Anglais	598	18,9	594	18,1	588	17,4	78,5	78,0	78,7	-1,7
Autre langue	351	11,1	399	12,1	404	11,9	88,5	88,1	87,7	15,0
Total	3 172	100,0	3 288	100,0	3 381	100,0	46,6	46,7	47,4	6,6
Île de Montréal										
Français	1 005	57,4	973	55,6	1 006	56,4	17,8	16,7	17,0	0,1
Anglais	454	26,0	448	25,6	445	24,9	59,6	58,8	59,5	-2,0
Autre langue	291	16,6	329	18,8	332	18,6	73,3	72,6	72,2	14,3
Total	1 749	100,0	1 750	100,0	1 783	100,0	25,7	24,8	25,0	1,9
Couronne de Montréal										
Français	1 218	85,6	1 322	85,9	1 384	86,6	21,6	22,7	23,4	13,6
Anglais	144	10,1	146	9,5	143	9,0	18,9	19,2	19,2	-0,7
Autre langue	60	4,2	70	4,6	71	4,5	15,2	15,5	15,5	18,1
Total	1 423	100,0	1 538	100,0	1 598	100,0	20,9	21,8	22,4	12,3
Reste du Québec										
Français	3 429	94,2	3 536	94,1	3 529	94,2	60,7	60,6	59,6	2,9
Anglais	164	4,5	168	4,5	159	4,2	21,5	22,0	21,3	-2,8
Autre langue	46	1,3	54	1,4	57	1,5	11,5	11,9	12,3	24,2
Total	3 638	100,0	3 757	100,0	3 745	100,0	53,4	53,3	52,6	2,9

Note : les réponses multiples ont été réparties également entre les langues mentionnées.

Source : OQLF, Suivi de la situation linguistique, Fascicule 1, 2005, d'après le tableau 1.2.

Tableau 2 - Langue maternelle (en milliers), Québec et régions, 1991, 1996, 2001

	1991		1996		2001		Répartition régionale			Croissance
		%		%		%	1991	1996	2001	1991-2001
Ensemble du Québec										
Français	5 586	82,0	5 741	81,5	5 802	81,4	100,0	100,0	100,0	3,9
Anglais	626	9,2	622	8,8	591	8,3	100,0	100,0	100,0	-5,6
Autre langue	598	8,8	682	9,7	732	10,3	100,0	100,0	100,0	22,3
Total	6 810	100,0	7 045	100,0	7 126	100,0	100,0	100,0	100,0	4,6
RMR de Montréal										
Français	2 179	68,7	2 233	67,9	2 303	68,1	39,0	38,9	39,7	5,7
Anglais	461	14,5	451	13,7	432	12,8	73,6	72,6	73,0	-6,4
Autre langue	532	16,8	603	18,3	645	19,1	88,9	88,4	88,2	21,4
Total	3 172	100,0	3 288	100,0	3 381	100,0	46,6	46,7	47,4	6,6
Île de Montréal										
Français	978	55,9	934	53,4	948	53,2	17,5	16,3	16,3	-3,0
Anglais	340	19,4	331	18,9	316	17,7	54,2	53,2	53,5	-6,8
Autre langue	432	24,7	485	27,7	518	29,1	72,2	71,1	70,8	20,0
Total	1 749	100,0	1 750	100,0	1 783	100,0	25,7	24,8	25,0	1,9
Couronne de Montréal										
Français	1 201	84,4	1 300	84,5	1 355	84,8	21,5	22,6	23,4	12,8
Anglais	121	8,5	121	7,8	115	7,2	19,4	19,4	19,5	-5,0
Autre langue	100	7,0	118	7,7	127	8,0	16,7	17,3	17,4	27,4
Total	1 423	100,0	1 538	100,0	1 598	100,0	20,9	21,8	22,4	12,3
Reste du Québec										
Français	3 407	93,6	3 508	93,4	3 499	93,4	61,0	61,1	60,3	2,7
Anglais	165	4,5	171	4,5	160	4,3	26,4	27,4	27,0	-3,4
Autre langue	67	1,8	79	2,1	87	2,3	11,1	11,6	11,8	30,2
Total	3 638	100,0	3 757	100,0	3 745	100,0	53,4	53,3	52,6	2,9

Note : voir sous le tableau 1.

Source : OQLF, Fascicule 1, 2005, d'après le tableau 1,1.

Tableau 3 - Langue parlée à la maison, Québec et régions, 2001

Le plus souvent ... / régulièrement	Ensemble du Québec	Montréal	
		Région	Île
Français			
Aucune autre	93,6	89,7	85,1
Anglais	4,9	7,0	8,9
Autres types de réponses	1,6	3,3	6,0
Anglais			
Aucune autre	68,5	68,2	69,7
Français	19,5	17,5	15,1
Autres types de réponses	12,0	14,4	15,2
Langue tierce			
Aucune autre	56,9	56,9	57,4
Français	19,9	19,5	18,9
Anglais	16,6	16,6	16,8
Français et anglais	4,9	5,2	5,0
Autres types de réponses	1,7	1,9	2,0

Source : OQLF, Fascicule 1, 2005, tableau 1.3.

Tableau 4a - Connaissance du français et de l'anglais selon la langue maternelle, Québec et régions, 2001

Région/ langue maternelle	Connaissance du français et de l'anglais				Total
	Français	Anglais	Les 2	Aucune	
<u>Ensemble du Québec</u>					
Français	63,1	0,0	36,9	0,0	100,0
Anglais	0,8	31,9	67,2	0,1	100,0
Autre	23,0	18,6	50,5	7,9	100,0
Total	53,8	4,6	40,8	0,8	100,0
<u>Région métropolitaine de Montréal</u>					
Français	49,5	0,1	50,3	0,0	100,0
Anglais	0,5	31,3	68,1	0,1	100,0
Autre	21,7	18,2	52,6	7,5	100,0
Total	38,0	7,5	53,0	1,5	100,0
<u>Île de Montréal</u>					
Français	42,4	0,1	57,4	0,1	100,0
Anglais	0,4	33,5	66,0	0,1	100,0
Autre	22,1	19,1	50,9	7,9	100,0
Total	29,0	11,6	57,0	2,4	100,0

Source : OQLF, 2005, tableau 1.5c.

Tableau 4b - Connaissance des huit principales langues tierces
selon la langue maternelle, Québec, 1991, 1996, 2001

Langues tierces	Rang	Langue maternelle			Total
		Français	Anglais	Autre	
1991					
Italien	1	14,7	9,7	75,6	190 430
Espagnol	2	46,3	7,4	46,3	145 665
Arabe	3	19,3	4,5	76,2	74 690
Grec	4	4,4	6,5	89,1	54 570
Allemand	5	24,9	14,6	60,6	52 665
Langues créoles	6	36,0	2,1	61,9	42 780
Portugais	7	10,6	4,6	84,8	42 570
Chinois	8	4,1	5,3	90,6	36 550
1996					
Italien	1	15,1	10,9	74,0	192 585
Espagnol	2	48,5	6,9	44,6	190 985
Arabe	3	18,6	4,3	77,2	91 770
Langues créoles	4	41,2	2,0	56,8	59 330
Grec	5	5,4	8,3	86,2	53 040
Allemand	6	29,5	13,6	56,9	50 275
Chinois	7	3,7	4,2	92,1	46 385
Portugais	8	12,3	4,7	82,9	42 765
2001					
Espagnol	1	52,6	6,8	40,7	231 315
Italien	2	15,9	11,7	72,5	188 935
Arabe	3	18,4	3,6	78,0	115 775
Langues créoles	4	39,4	2,4	58,2	62 910
Grec	5	5,1	9,7	85,2	52 040
Chinois	6	4,3	4,2	91,6	50 345
Allemand	7	32,2	12,3	55,5	49 240
Portugais	8	14,6	5,6	79,9	45 450

Source : OQLF, Fascicule 1, 2005, d'après la source des tableaux 1.9a à 1.9c.

Tableau 5 - Langue maternelle selon la langue parlée à la maison, Québec, 1971, 2001

Langue maternelle	Langue parlée à la maison			Total
	Français	Anglais	Autre	
Québec 1971				
Français	4 786 465	73 515	6 425	4 866 405
Anglais	49 060	729 920	9 850	788 830
Autre	34 580	84 440	253 510	372 530
Total	4 870 105	887 875	269 785	6 027 765
Répartition selon la langue parlée				
Français	98,4	1,5	0,1	100,0
Anglais	6,2	92,5	1,2	100,0
Autre	9,3	22,7	68,1	100,0
Total	80,8	14,7	4,5	100,0
Québec 2001				
Français	5 699 628	82 008	20 396	5 802 033
Anglais	74 188	506 538	10 666	591 393
Autre	144 563	158 361	429 251	732 175
Total	5 918 380	746 908	460 313	7 125 600
Répartition selon la langue parlée				
Français	98,2	1,4	0,4	100,0
Anglais	12,5	85,7	1,8	100,0
Autre	19,7	21,6	58,6	100,0
Total	83,1	10,5	6,5	100,0

Notes : les réponses multiples en 2001 ont été réparties également entre les langues mentionnées.

Sources : 1971: Conseil de la langue française, *La situation démolinguistique du Québec et la Charte de la langue française*, 1980, p. 45; 2001: OQLF, Fascicule 1, 2005, d'après une source du tableau 1.2.

Tableau 6 - Substitutions linguistiques nettes des immigrants de langues maternelles tierces par période d'immigration, Québec, recensement de 2001

Période d'immigration	Substitutions nettes vers		Totales
	le français	l'anglais	
avant 1961	7 190	22 879	30 069
	23,9	76,1	100,0
1961-1965	3 847	6 580	10 427
	36,9	63,1	100,0
1966-1970	6 617	9 005	15 622
	42,4	57,6	100,0
1971-1975	9 369	6 854	16 223
	57,8	42,2	100,0
1976-1980	10 020	5 036	15 056
	66,6	33,4	100,0
1981-1985	9 257	4 393	13 650
	67,8	32,2	100,0
1986-1990	13 731	6 555	20 286
	67,7	32,3	100,0
1991-1995	15 546	6 367	21 913
	70,9	29,1	100,0
1996-2001	18 823	6 129	24 952
	75,4	24,6	100,0

Source : Charles Castonguay, *Suivi de la situation linguistique*, Étude 1, OQLF, 2005, p. 26.

Tableau 7 - Indice de fécondité selon la langue de la mère, Québec,
Montréal, reste du Québec, 1991, 1996, 2001

Territoires /année	Langue d'usage de la mère au foyer			Population totale
	Français	Anglais	Autre	
Ensemble du Québec				
1991	1,65	1,50	2,11	1,653
1996	1,60	1,48	2,10	1,611
2001	1,47	1,47	1,88	1,494
Île de Montréal				
1991	1,44	1,45	1,91	1,503
1996	1,45	1,50	2,07	1,572
2001	1,29	1,49	1,78	1,432
Reste du Québec				
1991	1,72	1,59	2,57	1,730
1996	1,62	1,47	2,15	1,624
2001	1,52	1,44	2,06	1,530

Source : population totale : ISQ ; selon la langue d'usage : Michel Paillé, étude à paraître en 2008.

Tableau 8 - Immigration internationale, Québec, Ontario, Canada, moyennes annuelles 1951-2006, moyennes annuelles par décennie

Période	Québec	Ontario	Canada
1951-2006	29 939	89 010	168 295
%	17,8	52,9	100,0
Total	1 676 569	4 984 579	9 424 495
Décennie			
1950	34 074	86 821	163 414
%	20,9	53,1	100,0
1960	28 594	72 582	136 603
%	20,9	53,1	100,0
1970	23 180	75 239	144 492
%	16,0	52,1	100,0
1980	21 705	62 127	126 036
%	17,2	49,3	100,0
1990	35 567	117 661	220 433
%	16,1	53,4	100,0
2000	39 921	132 443	239 733
%	16,7	55,2	100,0

Source : ISQ, Banque de données des statistiques officielles (BDSO), site Internet, 27 nov. 2007.

Tableau 9 - Connaissance du français et de l'anglais chez les immigrants internationaux, Québec, 1995 à 2006

Année	Connaissance du français et de l'anglais					
	Français seulement	Anglais seulement	Français et anglais	Ni le français ni l'anglais	Au moins le français	Au moins l'anglais
1995	24,4	21,7	12,8	41,1	37,2	34,5
1996	27,5	22,8	11,4	38,3	38,9	34,2
1997	25,0	21,2	10,7	43,1	35,7	31,9
1998	26,9	17,5	13,4	42,2	40,3	30,9
1999	27,7	19,0	15,1	38,2	42,8	34,1
2000	26,9	18,4	18,3	36,4	45,2	36,7
2001	25,4	15,9	21,6	37,1	47,0	37,5
2002	24,4	15,8	24,7	35,1	49,1	40,5
2003	21,8	16,8	29,0	32,4	50,8	45,8
2004	22,0	17,7	33,3	27,0	55,3	51,0
2005	23,6	18,6	33,7	24,1	57,3	52,3
2006	23,9	19,7	33,8	22,6	57,7	53,5

Source : Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, site Internet, 29 nov. 2007.

**Figure 1 - Connaissance du français et de l'anglais (%)
chez les immigrants, Québec, 1995-2006**

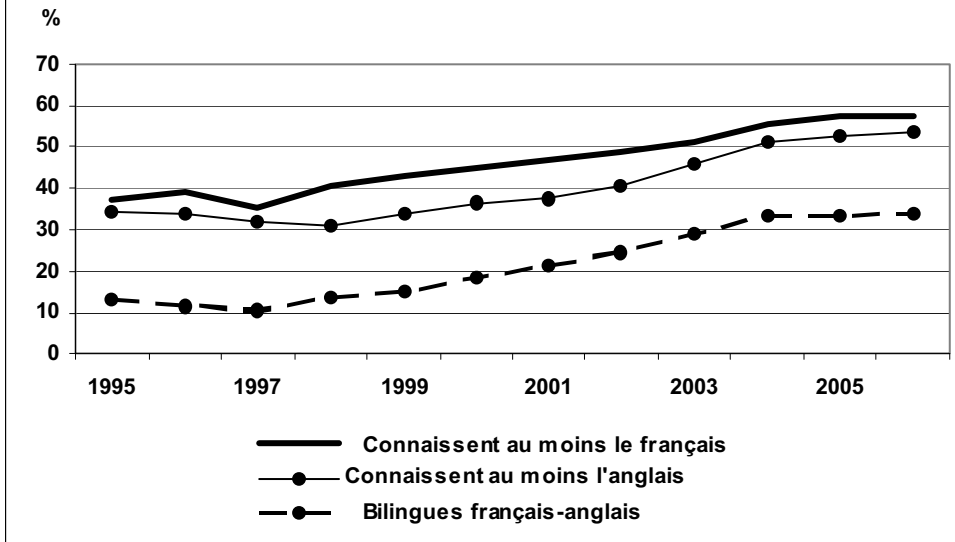


Tableau 10 - Importance de la population immigrée, Québec,
divers recensements, 1951 à 2001

Recensements	Immigrée	Population	% immigrée
1951	228 923	4 055 681	5,6
1961	388 449	5 259 211	7,4
1971	468 930	6 027 765	7,8
1981	522 150	6 369 070	8,2
1986	527 135	6 454 490	8,2
1991	591 210	6 810 300	8,7
1996	664 495	7 045 085	9,4
2001	706 965	7 125 580	9,9

Source : MICC, site Internet, 29 nov. 2007.

Tableau 11 - Connaissance du français et de l'anglais dans la population immigrée selon la période d'immigration, Québec, au recensement de 2001

Période d'immigration	Français seulement	Français et anglais	Au moins le français	Anglais seulement	Au moins l'anglais	Ni français ni anglais	Toujours à franciser	Total
Avant 1976	51 485	137 725	189 210	55 545	193 270	12 505	68 050	257 260
1976-1980	16 090	33 355	49 445	7 815	41 170	3 015	10 830	60 275
1981-1985	15 305	29 940	45 245	7 710	37 650	3 170	10 880	56 120
1986-1990	22 870	46 145	69 015	15 105	61 250	4 275	19 380	88 400
1991-1995	32 870	53 490	86 360	20 835	74 325	6 055	26 890	113 250
1996-2001	43 435	50 975	94 410	28 600	79 575	8 650	37 250	131 660
Total	182 055	351 635	533 690	135 610	487 245	37 670	173 280	706 965
Répartition en %								
Avant 1976	20,0	53,5	73,5	21,6	75,1	4,9	26,5	100,0
1976-1980	26,7	55,3	82,0	13,0	68,3	5,0	18,0	100,0
1981-1985	27,3	53,3	80,6	13,7	67,1	5,6	19,4	100,0
1986-1990	25,9	52,2	78,1	17,1	69,3	4,8	21,9	100,0
1991-1995	29,0	47,2	76,3	18,4	65,6	5,3	23,7	100,0
1996-2001	33,0	38,7	71,7	21,7	60,4	6,6	28,3	100,0
Total	25,8	49,7	75,5	19,2	68,9	5,3	24,5	100,0

Source : MICC, site Internet, 29 nov. 2007.

Tableau 12 - Population immigrée selon les 10 principaux pays de naissance, Québec, recensements de 1986 à 2001

Recensée en 1986			Recensée en 1991				
Rang	Pays	Immigrés	%	Rang	Pays	Immigrés	%
1	Italie	84 300	16,0	1	Italie	78 690	13,3
2	France	35 440	6,7	2	France	38 260	6,5
3	États-Unis	34 750	6,6	3	Haïti	37 210	6,3
4	Royaume-Uni	31 990	6,1	4	États-Unis	27 770	4,7
5	Haïti	30 155	5,7	5	Liban	25 935	4,4
6	Grèce	26 085	4,9	6	Grèce	25 700	4,3
7	Portugal	21 215	4,0	7	Royaume-Uni	25 605	4,3
8	Pologne	19 410	3,7	8	Portugal	24 155	4,1
9	Vietnam	18 085	3,4	9	Vietnam	20 720	3,5
10	Allemagne	14 560	2,8	10	Pologne	19 010	3,2
Sous-total		315 990	59,9	Sous-total		323 055	54,6
Tous les pays		527 135	100,0	Tous les pays		591 210	100,0

Recensée en 1996			Recensée en 2001				
Rang	Pays	Immigrés	%	Rang	Pays	Immigrés	%
1	Italie	74 700	11,2	1	Italie	69 450	9,8
2	Haïti	45 470	6,8	2	France	50 140	7,1
3	France	44 270	6,7	3	Haïti	47 845	6,8
4	Liban	28 430	4,3	4	Liban	28 765	4,1
5	États-Unis	27 130	4,1	5	États-Unis	25 255	3,6
6	Grèce	23 730	3,6	6	Chine	24 405	3,5
7	Vietnam	23 510	3,5	7	Vietnam	22 895	3,2
8	Portugal	22 850	3,4	8	Portugal	22 525	3,2
9	Royaume-Uni	20 905	3,1	9	Grèce	22 485	3,2
10	Pologne	17 605	2,6	10	Maroc	20 185	2,9
Sous-total		328 600	49,5	Sous-total		333 950	47,2
Tous les pays		664 500	100,0	Tous les pays		706 965	100,0

Source : MICC, site Internet, 28 nov. 2007.

Tableau 13 - Migrations entre le Québec et le reste du Canada par langue maternelle, 1991-1996 et 1996-2001

Période quinquennale	Langue maternelle	Migrants qui ont quitté le Québec	Migrants qui sont entrés au Québec	Solde migratoire du Québec
1991-1996	Français	33 596	34 823	1 228
	Anglais	51 133	26 591	-24 543
	Autre	21 611	7 481	-14 130
	Total	106 340	68 895	-37 445
1996-2001	Français	39 693	30 813	-8 880
	Anglais	53 323	24 070	-29 253
	Autre	26 725	7 563	-19 163
	Total	119 740	62 445	-57 295

Source : OQLF, Fascicule 1, 2005, tableau 1.21.

Diagnostic démographique de l'état de la francisation au Québec

3.1 – Portrait démographique de la question linguistique en 2006

Michel Paillé, démographe,
chercheur associé,
Chaire Hector-Fabre, UQAM
16 janvier 2008

Nous présentons, dans la première partie de ce troisième rapport, un bilan démographique de la question linguistique au Québec en 2006. Il s'agit de la mise à jour, d'après les données du recensement de 2006, de la plupart des variables traitées dans le deuxième rapport.

Le présent rapport se lira mieux à la lumière du précédent. Pour faciliter la lecture parallèle des pages qui suivent avec celles du deuxième rapport, nous avons gardé la même structure et la même numérotation des tableaux joints à la fin. Comme il ne sera pas possible de mettre à jour toutes les variables tirées des recensements, la numérotation des tableaux ne sera pas séquentielle. Ainsi, après le tableau 5, on devra sauter au tableau 10.

Tous les indicateurs portant sur la langue d'enseignement – de la maternelle à l'université inclusivement – feront l'objet de la seconde partie du troisième rapport. Cette deuxième partie de notre troisième rapport sera d'une toute autre nature que la présente. Elle génèrera tout naturellement de nombreux tableaux (une vingtaine).

Description de la situation linguistique du Québec

Toutes les variables descriptives que nous avons retenues dans cette section du deuxième rapport peuvent être mises à jour. Il s'agit de la langue parlée le plus souvent à la maison, de la langue maternelle, de la langue parlée régulièrement à la maison, de la connaissance du français et de l'anglais ainsi de la connaissance d'une langue tierce.

La langue parlée le plus souvent à la maison

La population du Québec a poursuivi sa croissance démographique entre 2001 et 2006. En effet, en atteignant presque 7 436 millions (avant correction pour le sous-dénombrement net), c'est à une augmentation de 4,4% que nous avons assisté.

Cette croissance numérique vient essentiellement de la population de langues tierces qui a connu une forte hausse de plus de 22% en cinq ans seulement. Conséquemment, l'importance relative de la majorité francophone du Québec a baissé de 83,0% de la population totale en 2001, à 81,8% en 2006. Bien que les personnes de langue d'usage française aient dépassé les 6 millions pour la première fois, l'augmentation de moins de 3% en cinq ans n'a pas été assez forte, ne serait-ce que pour maintenir à 83% le poids des francophones au sein de la population québécoise.

Chez les anglophones, une croissance de 5,5% des effectifs a permis de porter leur importance relative à 10,6% en 2006, comparativement à 10,5% en 2001. Rappelons que les anglophones avaient précédemment reculé. Notons à leur propos que leur poids dans la région métropolitaine de Montréal et dans le reste du Québec est resté invariable au cours de cette période quinquennale : 17,4% pour la région métropolitaine et 4,2% à l'extérieur.

Dans la région métropolitaine de Montréal, la majorité francophone a glissé sous les 70%. En passant de 70,7% en 2001 à 69,1% en 2006, elle accuse un recul de 1,6 point en 5 ans seulement. Même dans le reste du Québec que certains ont déjà appelé « le Québec profond », la majorité d'expression française est tombée sous les 94%. Partout au Québec, ces reculs se sont faits à l'avantage des groupes linguistiques tiers, parmi lesquels on compte la grande majorité des Autochtones du Québec.

Les données concernant l'île de Montréal ne seront connues qu'en avril 2008. Il s'ensuit que nous ne pouvons décrire ici sa composition linguistique, du moins d'après la langue parlée le plus souvent à la maison. Il en est de même de la couronne métropolitaine de Montréal que l'on obtient par soustraction.

La langue maternelle

Comme le montre le tableau 2, la population de langues maternelles tierces a connu une hausse de ses effectifs de 24,5% dans le premier lustre du présent siècle. Pour l'ensemble de la période 1991-2006, cela porte à plus de 52% l'augmentation du groupe linguistique tiers. Il n'est donc pas étonnant de voir que le poids relatif des allophones soit passé de 10,3% à 12,3% de la population du Québec.

Cette croissance rapide des allophones, associée à l'augmentation trop faible (2%) des Québécois de langue maternelle française, a fait passer sous les 80%, le poids démographique de la majorité francophone (79,6%). Pourtant, la différence entre le nombre de personnes parlant le plus souvent le français à la maison et celui établi selon la langue maternelle française, montre la poursuite des gains dus aux substitutions linguistiques nettes. Alors que cette différence était de 116 000 en 2001, nous obtenons selon le recensement de 2006 une différence de 168 300¹. Les substitutions linguistiques n'évoluant naturellement qu'à un rythme lent, il ne faut pas s'étonner que ses effets soient surpassés par une immigration internationale à la hausse.

En ce qui a trait à la minorité anglophone, la comparaison des tableaux 1 et 2 fait encore voir, comme dans notre deuxième rapport, le net avantage démographique que les substitutions linguistiques lui ont apporté au fil du temps. Après des gains nets de 136 000, 141 000 et 156 000 aux recensements de 1991, 1996 et 2001 respectivement, le recensement de 2006 montre un gain net de 181 000². Dans l'ensemble du Québec comme dans les régions retenues au tableau 2, le pourcentage d'anglophones a peu varié entre les recensements de 2001 et 2006.

Tout s'est joué donc essentiellement entre les groupes de langue maternelle française et de langues maternelles tierces, ceux-ci augmentant leur part partout aux dépens de ceux-là. Dans l'île de Montréal, la majorité francophone n'est plus absolue : de 53,2% en 2001, elle glissait à 49,8% en 2006. Même dans la région métropolitaine de Montréal, la proportion de personnes de langue maternelle française a perdu plus de 2 points en 5 ans, soit de 68,1% en 2001 contre 65,7 en 2006. Le reste du Québec n'a pas échappé à cette décroissance relative, perdant près d'un point en un lustre.

Les langues parlées régulièrement à la maison

Comme dans le rapport précédent, le tableau 3 présente la répartition, en pourcentages, des langues parlées « régulièrement » à la maison pour les personnes qui s'expriment avant tout en français, en anglais ou dans une langue tierce.

¹ Ce nombre ne s'additionne pas aux 116 000 de 2001. Une grande majorité des 116 000 de 2001 font toujours partis des 168 300 de 2006.

² Là encore, ces nombres ne s'additionnent pas.

Entre 2001 et 2006, la proportion de personnes ne faisant usage le plus souvent que du français à la maison, a baissé quelque peu (de 93,6% à 92,6%). Par conséquent, l'usage « régulier » de l'anglais a augmenté quelque peu, passant de 4,9% à 5,2%. Il en a été de même pour tous les autres types de réponses (de 1,6% à 2,1%).

La même observation peut être faite concernant les personnes faisant d'abord usage de l'anglais au foyer. Dans leur cas, la proportion de personnes parlant aussi régulièrement le français à la maison a crû de 19,5% à 20,6%. Les autres types de réponses n'ont pas bougé pour la peine (de 12,0% à 12,1%).

Dans le cas des personnes s'exprimant le plus souvent dans une langue tierce à la maison, la proportion de celles qui ne parlaient qu'une seule langue tierce a augmenté de presque deux points dans l'ensemble du Québec (56,9% à 58,7%). Dans leur cas, il est intéressant de noter que le français comme langue parlée régulièrement a vu son importance relative augmenter de plus d'un point (de 19,9% à 21,1%) alors que l'anglais a perdu deux points (de 16,6% à 14,6%). Enfin, le bilinguisme français-anglais, qui fait de ces allophones les « trilingues » par excellence, a perdu près d'un point (de 4,9% à 4,0%).

Bref, en général, le français est avantagé comme langue régulièrement parlée dans les foyers où une langue tierce domine.

Ce portrait comparé entre les recensements de 2001 et de 2006 pour l'ensemble du Québec vaut également pour la région métropolitaine de recensement de Montréal. Mais comme les données concernant l'île de Montréal ne sont pas encore diffusées par Statistique Canada, nous ne pouvons poursuivre à ce niveau géographique. Au tableau 3, nous avons remplacé l'île de Montréal par le « reste du Québec ». Ce qui ressort le plus de cette vaste région à propos des langues parlées régulièrement, c'est que le français est parlé par 27,4% des personnes dont la langue parlée le plus souvent est l'anglais, ce qui laisse fort peu de place aux autres types de réponses (3,7%).

La connaissance du français et de l'anglais

Au tableau 4a de notre deuxième rapport, nous avons fait remarquer que le bilinguisme français-anglais avait progressé entre 1991 et 2001. En effet, dans l'ensemble de la population du Québec, toutes langues maternelles confondues, nous avons fait remarquer que le bilinguisme avait augmenté de 35,4% à près de 41% de la population durant la décennie 1990. Mais qu'en est-il en 2006? Les données du tableau 4a, tirées du dernier recensement, montreraient un léger recul du bilinguisme de 0,2 point (de 40,8% à 40,6%).

L'examen de ces données selon la langue maternelle apporte des faits nouveaux. Du côté des Québécois de langue maternelle française, on note avec surprise une régression du bilinguisme. Passant de 36,9% à 36,1%, on a là un

recul de 0,8 point en cinq ans. Du côté des anglophones, c'est l'inverse que l'on observe, car le bilinguisme a augmenté de deux points et demi, passant de 67,2% à 69,8%. Enfin, chez les allophones, l'unilinguisme anglais a régressé (de 18,6% à 17,1%) en faveur de l'unilinguisme français qui a gagné deux points (de 23% à 25%). Quant au « trilinguisme » des allophones, il est demeuré quasi stable.

Le recul du bilinguisme chez les francophones est de 2,7 points dans l'île de Montréal et de 2,4 points dans la région métropolitaine de Montréal. Les anglophones ont surtout augmenté leur bilinguisme dans l'île plutôt que dans l'ensemble de la région métropolitaine de Montréal. Enfin, la croissance de l'unilinguisme français chez les personnes de langues maternelles tierces est naturellement plus importante dans l'ensemble de la région métropolitaine (+1 point) que dans l'île de Montréal (+0,7 point).

Ces modifications survenues entre 2001 et 2006 ont eu pour effet de réduire le rapport du nombre de bilingues francophones à celui des bilingues anglophones. Rappelons que le recensement de 2001 nous donnait, pour l'ensemble du Québec, 5,4 fois plus de francophones capables de parler l'anglais que d'anglophones en mesure de soutenir une conversation en français. Au recensement de 2006, ce rapport est tombé à 5,04. Dans l'île de Montréal, alors qu'il était de 2,6 en faveur de la majorité francophone en 2001, ce rapport a reculé à 2,24 d'après le dernier recensement.

Les données brutes du recensement de 2006 sur la connaissance du français et de l'anglais ne permettent pas d'expliquer pourquoi ces changements sont survenus. Il faudra hélas attendre le prochain recensement, voire des enquêtes approfondies, pour savoir si le recensement de 2006 marque un point tournant.

La connaissance des langues tierces

Les données du recensement de 2006 publiées jusqu'ici ne permettent pas de ventiler la connaissance des langues tierces selon la langue maternelle des personnes qui peuvent les parler. Nous devons donc nous limiter à de simples distributions de fréquences. Ainsi, le tableau 4b du présent rapport ne ressemble pas à son vis-à-vis du deuxième rapport. Pour ces raisons, nous avons ajouté aux données du recensement de 2006 sur les huit langues tierces les plus connues, celles des recensements de 1991, 1996 et 2001.

Entre 2001 et 2006, c'est la connaissance de l'arabe qui a le plus progressé : +35,6%. La progression de cette langue est immédiatement suivie en importance relative par l'espagnol (près de 26%) et par les langues créoles (+24,4%). Vient ensuite loin derrière, le portugais avec une croissance de 3% en 5 ans. Cette langue reste toutefois au 8^e rang, tout juste derrière l'allemand qui a perdu 4,2% de locuteurs. L'allemand n'est pas la seule langue à avoir perdu du terrain, car le

chinois a régressé aussi de 1,7%, demeurant au 6^e rang derrière le grec, lequel a progressé de près de 1%.

La croissance de la connaissance des langues tierces au cours des 15 dernières années place les trois mêmes langues en tête des huit principales que nous avons retenues. En effet, après l'arabe (+110%), suivent l'espagnol, qui a doublé, et les langues créoles (83%). Bien que le chinois ait régressé entre 2001 et 2006, il a connu une progression importante de plus de 35% en 15 ans. Notons enfin que l'italien, premier de la liste en 1991, se maintient en 2^e place par la suite. S'il demeure encore assez loin devant l'arabe (191 300 contre 157 100), l'italien pourrait être surpassé par cette langue au recensement de 2011.

Dynamique des groupes linguistiques

Dans notre deuxième rapport, nous avons fait état de quatre des cinq facteurs qui contribuent à modifier les effectifs démographiques de toutes populations humaines qui nous intéressent sous l'angle linguistique. Seule la mortalité n'avait pas été abordée.

Les données annuelles sur les flux d'immigration internationale ont été traitées dans le rapport précédent jusqu'en 2006 inclusivement. Faute de données pour 2007 – c'est trop tôt de plusieurs mois –, nous ne pourrons pas y revenir ici. De plus, notons que nous ne serons pas en mesure de mettre à jour l'indice synthétique de fécondité, car il faudrait attendre encore quelques mois avant d'obtenir toutes les données nécessaires au calcul de l'ISF par groupes linguistiques pour 2006.

Les substitutions linguistiques

Le tableau 5 présente le croisement des langues maternelles avec les langues parlées le plus souvent à la maison. Construit comme le tableau 5 du rapport précédent, il permet la comparaison avec les recensements de 1971 et de 2001. D'emblée, précisons que l'on ne saurait trouver ici un renversement majeure de la situation observée cinq ans plus tôt. En effet, non seulement les substitutions linguistiques évoluent très lentement (en 5 ans seulement, les substitutions ne sont pas légions), mais encore faut-il comprendre que la grande majorité des personnes recensées en 2006 avaient également été dénombrées au Québec en 2001.

Majorité francophone oblige, la distribution des langues parlées le plus souvent au foyer par les personnes de langue maternelle française recensée en 2006 est identique à celle de 2001. Ainsi, qu'il y ait 1 900 francophones de plus qui parlent

l'anglais au foyer en 2006 (83 900), en comparaison à la situation observée en 2001 (82 000), ne change pas la proportion qui est de 1,4%.

Chez les anglophones, on a compté quelques centaines de personnes en moins parlant le français à la maison. Ce recul fait passer la proportion de 12,5% à 12,1%. En corollaire, une proportion un peu plus grande (0,3 point seulement) de Québécois de langue maternelle anglaise parlait le plus souvent l'anglais à la maison en 2006 qu'en 2001 (86% contre 85,7%). Nous avons fait remarquer dans le deuxième rapport que, dans ses « échanges » avec l'anglais, le français avait gagné beaucoup entre 1971 et 2001. Au lieu de pertes nettes de 24 500 personnes d'après le recensement de 1971, il n'y en avait plus que 7 800 en 2001. Mais le recensement de 2006 montre une hausse de ces pertes nettes jusqu'à 10 100. Des analyses plus fines seraient nécessaires pour tenter, sans garanti de succès, de comprendre pourquoi nous assistons à un renversement ici.

Au recensement de 2001, un nombre à peu près égal de personnes de langues maternelles tierces avaient opté pour le français ou l'anglais comme langue d'usage à la maison. L'avantage était légèrement en faveur de l'anglais, soit 52% contre 48%. Mais au recensement de 2006, le tableau 5 montre un renversement. En effet, près de 20 000 allophones de plus avaient choisi le français de préférence à l'anglais. En pourcentages, le rapport est désormais de 52,6% contre 47,4% en faveur du français. Il s'agit là d'une première depuis 1971, date du premier recensement permettant ce genre d'analyse.

Les données du tableau 5 concernent l'ensemble de la population du Québec recensée en 2006. Elles ne distinguent pas, par exemple, les natifs des immigrants internationaux. Nous avons pu examiner cela au tableau 6 dans le deuxième rapport. Mais des données équivalentes tirées du dernier recensement ne sont pas encore disponibles sur le site Internet de Statistique Canada.

La fécondité des groupes linguistiques

Les indices synthétiques de fécondité pour 1991, 1996 et 2001 que nous avons décrits dans le deuxième rapport (tableau 7) ne peuvent pas être mis à jour pour l'instant. En effet, les naissances pour l'année 2007 ne sont pas encore complètes, les citoyens ayant encore quelques mois pour déclarer les nouveaux-nés de l'automne dernier³.

³ Les indices du tableau 7 dans le deuxième rapport ont été calculés en faisant la moyenne annuelle des naissances survenues au cours d'une année de recensement et des deux années adjacentes (2000, 2001 et 2002 pour l'ISF de 2001 par exemple). Il nous faudrait donc, outre les naissances de 2005 et de 2006, celles de 2007 pour calculer un ISF pour l'année 2006 comparable aux indices précédents.

Les flux migratoires internationaux

Dans le deuxième rapport, nous avons traité cette question jusqu'en 2006, dernière année pour laquelle nous avons des informations. Ces flux ont été analysés aux tableaux 8 et 9.

La population immigrée

Pour compléter le tableau 10 du deuxième rapport, il n'y a qu'une ligne à ajouter. Autant alors reproduire le même tableau en y ajoutant la ligne manquante dont les données sont tirées du recensement de 2006.

** Croissance de la population immigrée*

Nous avons fait remarquer dans le deuxième rapport que la population immigrée recensée au Québec en 2001 n'avait pas tout à fait atteint 10% de la population du Québec. C'est maintenant chose faite, et de beaucoup. En effet, au dernier recensement, les 851 600 personnes recensées au Québec comme immigrées comptaient alors pour 11,5% de la population totale. La population immigrée recensée au Québec en 2006 ne représentait que 13,8% de l'ensemble du Canada. Il s'agit là d'un gain de 0,8 point en 5 ans. Rappelons qu'en 2006, la population du Québec comptait pour 23,9% de la population du Canada.

Pour mieux situer le dernier recensement dans la suite des précédents, nous avons ajouté au tableau 10 les pourcentages de croissances quinquennales depuis 1981-1986 à 2001-2006. Manifestement, le lustre 2001-2006 est caractérisé par une très forte croissance de la population immigrée (20,5%) qui supprime nettement l'augmentation générale de la population (4,4%). Relativement à la croissance de la population immigrée, ce lustre décline ceux de 1986-1991 et de 1991-1996, périodes quinquennales au cours desquelles l'immigration internationale avait pourtant augmenté de plus de 12%.

Puisque les objectifs d'immigration internationale des prochaines années ont été augmentés substantiellement (on prévoit 55 000 immigrants en 2010), on peut d'ores et déjà prévoir une croissance plus forte de la population immigrée au cours des années 2006-2011. Il suffirait d'une hausse de 18% seulement pour porter la population immigrée du Québec en 2011 à plus d'un million de personnes. On peut donc prévoir qu'en 2011, le Québec dénombre sur son territoire une population immigrée largement au-dessus de 1 000 000 de personnes.

** La connaissance du français et de l'anglais chez les immigrés*

Considérons maintenant le tableau 11. Bien que ce tableau ne soit pas aussi détaillé que son vis-à-vis du deuxième rapport quant aux périodes d'immigration

(4 périodes au lieu de 6), il donne tout de même une image complète de l'état de la francisation de la population immigrée recensée au Québec en 2006.

En comparaison à la situation qui prévalait en 2001, on peut remarquer que cinq ans plus tard, les proportions de bilingues français-anglais et d'unilingues français, ont augmenté. Dans le cas des bilingues, ils représentent désormais plus de la moitié de la population immigrée. Il s'ensuit, en complément, que l'importance relative des unilingues anglais et des personnes ne connaissant ni le français ni l'anglais, ont diminué. Bref, on peut parler de progrès à cet égard.

Témoin de ce progrès, la proportion des personnes qui pouvaient s'exprimer « au moins en français »⁴ qui est en hausse de plus de 2 points (de 75,5% à 77,6%). La proportion des immigrés sachant converser « au moins en anglais »⁵ a quant à elle perdu 1,2 point (de 68,9% à 67,7%).

Cependant, en dépit de la progression de la connaissance du français entre 2001 et 2006, le nombre d'immigrés qui demeurent à franciser a grossi de plus de 10% en cinq ans. En effet, ils étaient en 2006, 191 200 personnes, comparativement à 173 300 cinq ans auparavant. Cette observation résulte d'une hausse absolue de l'immigration internationale. Parmi les personnes immigrées qui ne connaissent toujours pas le français en 2006, plus de 99 400 demeuraient au Québec depuis 15 ans ou plus. C'est une augmentation de près de 11% en 5 ans puisqu'au recensement de 2001, on en dénombrait 89 800 qui étaient arrivés au Québec avant 1986, soit depuis 15 ans ou plus.

Enfin, soulignons le fait que l'on comptait, en 2006, 6 000 immigrés de plus à franciser, immigrés arrivés dans les cinq dernières années. Si en 2001 on en dénombrait 37 250, le recensement de 2006 en dénombrait 43 275. C'est 16% de plus qu'en 2001. Bref, notre politique d'enseignement du français aux immigrants adultes qui ne le connaissent pas dès leur arrivée au Québec, n'est pas ajustée à la croissance de leur nombre.

** Sous-continent de naissance des immigrants*

Dans le deuxième rapport, nous avons présenté un tableau montrant les 10 principaux pays de naissance de la population immigrée recensée au Québec aux recensements de 1986 à 2001. Malheureusement, les données diffusées le 4 décembre 2007 ne présentent pas ces informations. Toutefois, il nous a été possible de prendre connaissance d'un tableau faisant état du sous-continent de naissance de la population immigrée, ventilé selon quatre période d'immigration (avant 1981, les années 1980, les années 1990 et la période quinquennale 2001-2006).

⁴ Somme des unilingues français avec les bilingues français-anglais.

⁵ Somme des unilingues anglais avec les bilingues français-anglais.

À l'instar du tableau 12 du deuxième rapport, le tableau 12 ci-joint fait également voir la diversification de l'immigration internationale. Mais comme il s'agit ici de lieux de naissance plus étendus, la proportion des immigrés originaires des 10 principaux lieux diminue peu d'une période à l'autre. Moins de six points séparent les immigrants arrivés avant 1981 (93,3%) de ceux accueillis au Québec au début des années 2000 (86,7%).

Avant 1981, tout près de la moitié de notre population immigrée recensée en 2006 venait d'Europe méridionale et d'Europe occidentale. Ces deux régions d'Europe occupaient les deux premiers rangs. Dans la décennie 1980, elles glissent au 7^e rang pour la première et au 4^e rang pour la seconde. Au total, ces deux régions n'avaient fourni au Québec que 14% de ses immigrés recensés en 2006.

C'est l'ensemble des pays situés au Moyen-Orient (MO), en Asie occidentale et en Asie centrale que sont venus le plus grand nombre d'immigrants des années 1980 (16%) et 1990 (13%) avec un total de plus de 50 000 recensés en 2006. Cette vaste région a été suivie par les immigrants venus d'Asie du Sud-Est (13,6%) et des Antilles-Bermudes (13%) dans les années 1980. Pour ce qui est des années 1990, ce sont plutôt l'Afrique du Nord (11%) et l'Europe orientale (10,1%) qui ont devancé les Antilles-Bermudes (10%). Lors de cette décennie, l'Europe occidentale a reculé au 6^e rang (8,5%). Quant à l'Europe méridionale, elle a disparu de la liste des 10 principaux sous-continent de naissance de la population immigrée.

Durant le lustre 2001-2006, ce sont les immigrants d'Afrique du Nord qui ont pris la tête de la liste avec 17,3% de la population immigrée recensée au Québec au dernier recensement. L'Europe orientale suit derrière (12%) ; 6^e dans les années 1980, et 3^e dans les années 1990, la voilà en 2^e place. Absente du tableau avant 1981, l'Asie orientale apparaît en 10^e place dans les années 1980 (moins de 5% des immigrés), passe déjà au 5^e rang dans les années 1990 (près de 9%) et atteint la 3^e place avec 10,6% au début des années 2000.

C'est au cours du dernier lustre que les immigrants d'Amérique du Sud ont pris une plus grande importance arrivant au 4^e rang avec 10% de la population immigrée. Avant 1981, ils étaient 10^e avec 3%. Dans les années 1980 comme dans les années 1990, ils ne se classaient que 9^e dans la liste.

C'est dans les années 1990 que l'immigration internationale a été la mieux répartie parmi les sous-continent de naissance. En effet, entre la 1^{ère} et la 10^e place, moins de 7 points les séparent (13,1% comparativement à 4,7%). Les nombres absolus montrent une différence inférieure à 19 000 seulement entre ces deux sous-continent de naissance.

Les migrations entre le Québec et le reste du Canada

Les données du recensement de 2006 récemment publiées ajoutent un lustre au tableau 13 de notre deuxième rapport. Ce tableau n'étant pas volumineux, autant le reproduire entièrement en y ajoutant la période quinquennale 2001-2006.

Ce que le dernier recensement nous apprend de nouveau, c'est la réduction du déficit migratoire net du Québec avec le reste du Canada. D'un déficit net de 57 300 personnes au dernier lustre du siècle dernier, le Québec n'a perdu que 11 600 résidents au jeu des échanges migratoires avec le Canada anglais. C'est une importante réduction de près de 80% du déficit sur la période quinquennale précédente.

Cette amélioration de notre solde migratoire avec le reste du Canada vient à la fois d'une augmentation des entrées en provenance du Canada anglais, mais surtout d'une réduction des départs à destination du reste du Canada. En effet, les entrées ont augmenté de 62 400 à plus de 73 500 (+18%), tandis que les départs ont chuté de 29%, soit de près de 120 000 à un peu plus de 85 000 personnes.

La surprise du dernier recensement se trouve dans le fait que le déficit migratoire net des personnes de langues maternelles tierces est un peu plus important que celui de la minorité anglophone. Avec des pertes nettes de près de 8 700 personnes, les allophones surpassent les Anglo-Québécois de quelques centaines. Dans le cas des allophones, le déficit net s'est réduit de plus de la moitié (55%) par rapport au lustre précédent. Quant aux anglophones, il y a eu recul des pertes nettes de près des trois quarts (73%) en comparaison à la période quinquennale 1996-2001.

Ces changements sont dus au fait que beaucoup moins de Québécois de langue maternelle anglaise ont quitté le Québec entre 2001 et 2006 (34 100 seulement) qu'entre 1996 et 2001 (plus de 53 300), un recul de 36%. Du côté des allophones, si les départs sont du même ordre que ceux de la période 1991-1996, les entrées par contre représentent un fait nouveau. En effet, en comparaison à celles des deux lustres précédents (moyenne de 7 520), il y a eu augmentation de 50%.

La majorité d'expression française quant à elle a retrouvé le solde migratoire positif qu'elle avait entre 1991 et 1996, mais qu'elle a perdu entre 1996 et 2001. Non seulement elle retrouve un solde positif, mais aussi doit-on noter qu'il est 4 fois plus important (5 000 en 2001-2006, comparativement à 1 200 seulement entre 1991 et 1996). Si le nombre de francophones du Canada anglais à destination du Québec n'a jamais été aussi important (36 000) entre 2001 et 2006 qu'au cours des deux lustres précédents, le nombre de départ vers le reste du Canada n'a jamais été quant à lui aussi faible (31 000).

Les projections démolinquistiques

De nouvelles perspectives démolinquistiques du Québec pour les prochaines décennies effectuées par Marc Termote à partir du recensement de 2001 devraient paraître en 2008. Ayant eu accès aux résultats de l'auteur, nous sommes en mesure d'en présenter l'essentiel. Faute d'informations détaillées et faute d'un examen approfondi de l'algorithme et des hypothèses de projections, il ne sera pas possible d'en faire une présentation critique.

Dans ses dernières projections démolinquistiques, Marc Termote a prévu pour 2006, selon le scénario de référence (N° 1), une majorité francophone de 81,9% pour l'ensemble du Québec. Quant aux deux autres groupes linguistiques, sa projection donnait 10,4% pour les anglophones, et 7,7% pour les allophones.

Manifestement, ces résultats sont très près de ce que Statistique Canada a recensé en 2006 au Québec. En effet, comme le montre le tableau 14, les différences ne sont que de 0,1 point en trop pour les francophones et les allophones, et de 0,2 point en moins pour les Québécois dont la langue parlée le plus souvent à la maison est l'anglais. La sous-estimation des effectifs de la minorité anglophone pourrait venir, comme nous l'avons vu au tableau 13, de la forte réduction du déficit migratoire net avec le reste du Canada.

En ce qui a trait à la région métropolitaine de Montréal, les résultats obtenus par le scénario de référence sont plus distants de la réalité observée en 2006. Les francophones sont surestimés de 0,2 point alors que les allophones le sont de 0,6 point. Il s'ensuit que les anglophones sont sous-estimés de 0,7 point. Les résultats collent mieux aux données du recensement de 2006 en ce qui a trait au « reste du Québec ».

Le tableau 15 présente certains résultats prospectifs. Outre le scénario de référence, nous avons retenu les deux scénarios que l'auteur considère comme étant « les bornes du plausible ». Il s'agit des scénarios n° 4 et n° 5. De plus, nous ne retenons que l'ensemble du Québec et l'île de Montréal.

Dans l'ensemble du Québec, les trois scénarios conduisent tous à une baisse de la proportion de personnes parlant le plus souvent le français à la maison. En 2006, le poids des francophones pourrait se situer entre 77,5% et 80,3%. Plus près de la borne inférieure, le scénario de référence donne une proportion de 78,4% de la population du Québec.

En ce qui a trait à la minorité anglophone, deux des trois scénarios retenus montrent un maintien à 10,3% de la population entre 2011 et 2026. Le scénario 5 par contre, prévoit un recul jusqu'à 9,5% en 2026. Ce sont évidemment les allophones qui profiteront de la baisse relative des francophones et des anglophones. Leur importance démographique en 2026 devrait se situer entre 10,2% et 12,2%. On obtiendrait 11,3% selon le scénario de référence.

Comme on s'y attendait, deux des trois scénarios retenus conduisent à moins de 50% de francophones peu avant 2021 dans l'île de Montréal. Le scénario le plus optimiste conduit à 50,3% en 2026. Les anglophones montréalais perdent du poids eux aussi dans l'île de Montréal. Leur importance relative devrait se situer entre 21,1% et 21,7% en 2026.

En corollaire, ce sont les Montréalais de langues tierces qui profiteront de la réduction de l'importance relative des francophones et des anglophones. Le scénario de référence de Termote conduit à une proportion de 30,2% d'allophones à Montréal en 2026. Ils formeraient au moins 28,5% de la population de Montréal selon le scénario 5. Par contre, le scénario 4 leur accorde jusqu'à 31,5% de la population de l'île.

Représenter sur une même figure toutes les informations du tableau 15 ne donnerait pas une image claire. Mais en ne retenant que les scénarios limites 4 et 5, nous obtenons une image plus nette. Dans la Figure 1, francophones, anglophones et allophones sont représentés par les lettres F, A et T respectivement. On y voit clairement le recul des francophones, de pair avec la progression relative des allophones. Quant aux anglophones, les résultats des deux scénarios se confondent sur une même droite descendante.

Tableaux et figure

Tableau 1 - Langue parlée le plus souvent, Québec et régions, 2006

	2006		Répartition régionale	Croissance	
		%	2006	2001-2006	1991-2006
Ensemble du Québec		%	%	%	%
Français	6 085 151	81,8	100,0	2,8	7,7
Anglais	787 886	10,6	100,0	5,5	3,4
Autre langue	562 858	7,6	100,0	22,3	41,9
Total	7 435 895	100,0	100,0	4,4	9,2
RMR de Montréal					
Français	2 480 628	69,1	40,8	3,8	11,6
Anglais	625 938	17,4	79,4	6,5	4,6
Autre langue	481 955	13,4	85,6	19,4	37,3
Total	3 588 520	100,0	48,3	6,1	13,1
Île de Montréal	Données à paraître en avril 2008				
Couronne de Montréal	Données à calculer en avril 2008				
Reste du Québec					
Français	3 604 516	93,7	59,2	2,1	5,1
Anglais	161 941	4,2	20,6	1,9	-1,0
Autre langue	80 888	2,1	14,4	42,5	77,0
Total	3 847 345	100,0	51,7	2,7	5,7

Note : les réponses multiples ont été réparties également entre les langues mentionnées.

Source : Recensement de la population de 2006, Produit no 97-555-XCB2006008 au catalogue de Statistique Canada. En ligne le 4 décembre 2007.

Tableau 2 - Langue maternelle, Québec et régions, 2006

	2006		Répartition régionale	Croissance	
		%	2006	2001-2006	1991-2006
Ensemble du Québec		%	%	%	%
Français	5 916 843	79,6	100,0	2,0	5,9
Anglais	607 165	8,2	100,0	2,7	-3,0
Autre langue	911 898	12,3	100,0	24,5	52,4
Total	7 435 905	100,0	100,0	4,4	9,2
RMR de Montréal					
Français	2 356 980	65,7	39,8	2,3	8,2
Anglais	448 325	12,5	73,8	3,8	-2,8
Autre langue	783 210	21,8	85,9	21,3	47,3
Total	3 588 515	100,0	48,3	6,1	13,1
Île de Montréal					
Français	908 290	49,8	15,4	-4,2	-7,1
Anglais	321 085	17,6	52,9	1,5	-5,5
Autre langue	594 520	32,6	65,2	14,7	37,6
Total	1 823 895	100,0	24,5	2,3	4,3
Couronne de Montréal					
Français	1 448 690	82,1	24,5	6,9	20,6
Anglais	127 240	7,2	21,0	10,2	4,7
Autre langue	188 690	10,7	20,7	48,2	88,9
Total	1 764 620	100,0	23,7	10,4	24,0
Reste du Québec					
Français	3 559 863	92,5	60,2	1,7	4,5
Anglais	158 840	4,1	26,2	-0,4	-3,8
Autre langue	128 688	3,3	14,1	48,4	93,2
Total	3 847 390	100,0	51,7	2,7	5,7

Note : voir sous le tableau 1.

Source : Recensement de la population de 2006, Produit no 97-555-XCB2006015 au catalogue de Statistique Canada. En ligne le 4 décembre 2007.

Tableau 3 - Langue parlée à la maison, Québec et régions, 2006

Le plus souvent ... / régulièrement	Ensemble du Québec	Région de Montréal	Reste du Québec
	%	%	%
Français			
Aucune autre	92,6	88,2	95,6
Anglais	5,2	7,3	3,8
Autres types de réponses	2,1	4,5	0,6
Anglais			
Aucune autre	67,3	66,9	68,9
Français	20,6	18,8	27,4
Autres types de réponses	12,1	14,3	3,7
Langue tierce			
Aucune autre	58,7	58,5	60,1
Français	21,1	21,0	21,6
Anglais	14,6	14,4	15,5
Français et anglais	4,0	4,3	2,1
Autres types de réponses	1,6	1,8	0,7

Note et source : voir sous le tableau 1.

Tableau 4a - Connaissance du français et de l'anglais selon la langue maternelle, Québec et régions, 2006

Région / langue maternelle	Connaissance du français et de l'anglais				Total
	Français	Anglais	Les 2	Aucune	
Ensemble du Québec					
Français	63,9	0,0	36,1	0,0	100,0
Anglais	0,6	29,5	69,8	0,1	100,0
Autre	25,0	17,1	50,4	7,5	100,0
Total	53,9	4,5	40,6	0,9	100,0
Région métropolitaine de Montréal					
Français	52,0	0,0	47,9	0,0	100,0
Anglais	0,4	28,7	70,8	0,1	100,0
Autre	22,8	17,0	52,9	7,3	100,0
Total	39,2	7,3	51,9	1,6	100,0
Île de Montréal					
Français	45,1	0,1	54,7	0,1	100,0
Anglais	0,3	31,0	68,6	0,1	100,0
Autre	22,8	18,4	51,0	7,8	100,0
Total	29,9	11,5	56,0	2,6	100,0

Note : voir sous le tableau 1.

Source : même qu'au tableau 2.

Tableau 4b - Connaissance des huit principales langues tierces, Québec, 1991, 1996, 2001 et 2006

Langues tierces	1991	1996	2001	2006	Croissance en %	
					1991-2006	2001-2006
Espagnol	145 665	192 585	231 315	291 010	99,8	25,8
Italien	190 430	190 985	188 935	191 340	0,5	1,3
Arabe	74 690	91 770	115 775	157 025	110,2	35,6
Langues créoles	42 780	59 330	62 910	78 230	82,9	24,4
Grec	54 570	53 040	52 040	52 490	-3,8	0,9
Chinois	36 550	46 385	50 345	49 495	35,4	-1,7
Allemand	52 665	50 275	49 240	47 195	-10,4	-4,2
Portugais	42 570	42 765	45 450	46 795	9,9	3,0

Note : le chinois, en 2006, a été majoré (+2,1%), conformément à une note de Statistique Canada, de manière à retrouver la définition des trois recensements précédents.

Sources : 1991, 1996 et 2001 : voir sous le tableau 4b du deuxième rapport (déc. 2007) ; 2006 : Recensement de la population de 2006, Produit no 97-555-XCB2006010 au catalogue de Statistique Canada.

Tableau 5 - Langue maternelle selon la langue parlée à la maison, Québec, 2006

Langue maternelle	Langue parlée à la maison			Total
	Français	Anglais	Autre	
Français	5 810 240	83 899	22 689	5 916 828
Anglais	73 743	522 344	11 080	607 168
Autre	201 167	181 640	529 083	911 890
Total	6 085 150	787 883	562 853	7 435 885
Répartition selon la langue parlée				
Français	98,2	1,4	0,4	100,0
Anglais	12,1	86,0	1,8	100,0
Autre	22,1	19,9	58,0	100,0
Total	81,8	10,6	7,6	100,0

Notes : les réponses multiples à la question sur la langue maternelle comme à celle sur la langue parlée à la maison ont été réparties également entre les langues mentionnées.

Source : Recensement de la population de 2006, Produit no 97-555-XCB2006028 au catalogue de Statistique Canada.

Tableau 10 - Importance de la population immigrée, Québec, divers recensements, 1951 à 2006

Recensements	Immigrée	Population	% immigrée
1951	228 923	4 055 681	5,6
1961	388 449	5 259 211	7,4
1971	468 930	6 027 765	7,8
1981	522 150	6 369 070	8,2
1986	527 135	6 454 490	8,2
1991	591 210	6 810 300	8,7
1996	664 495	7 045 085	9,4
2001	706 965	7 125 580	9,9
2006	851 555	7 435 905	11,5
Croissances quinquennales			
	%	%	
1981-1986	1,0	1,3	
1986-1991	12,2	5,5	
1991-1996	12,4	3,4	
1996-2001	6,4	1,1	
2001-2006	20,5	4,4	

Sources : 1951-2001, rapport 2, tableau 10 ; 2006 : Recensement de la population de 2006, Produit no 97-557-XCB2006021 au catalogue de Statistique Canada.

Tableau 11 - Connaissance du français et de l'anglais dans la population immigrée selon la période d'immigration, Québec, au recensement de 2006

Période d'immigration	Français seulement	Français et anglais	Au moins le français	Anglais seulement	Au moins l'anglais	Ni français ni anglais	Toujours à franciser	Total
Avant 1991	101 985	237 525	339 510	77 630	315 155	21 795	99 425	438 935
1991 à 1995	27 825	56 535	84 360	19 555	76 090	5 720	25 275	109 635
1996 à 2000	32 360	53 530	85 890	19 195	72 725	3 985	23 180	109 070
2001 à 2006	70 115	80 515	150 630	32 380	112 895	10 895	43 275	193 905
Total	232 285	428 105	660 390	148 760	576 865	42 395	191 155	851 545
Répartition en %								
Avant 1991	23,2	54,1	77,3	17,7	71,8	5,0	22,7	100,0
1991 à 1995	25,4	51,6	76,9	17,8	69,4	5,2	23,1	100,0
1996 à 2000	29,7	49,1	78,7	17,6	66,7	3,7	21,3	100,0
2001 à 2006	36,2	41,5	77,7	16,7	58,2	5,6	22,3	100,0
Total	27,3	50,3	77,6	17,5	67,7	5,0	22,4	100,0

Source : Recensement de la population de 2006, Produit no 97-557-XCB2006021 au catalogue de Statistique Canada.

Tableau 12 - Population immigrée selon les 10 principaux sous-continent de naissance et la période d'immigration, Québec, recensement de 2006

Immigrants arrivés avant 1981				Immigrants arrivés entre 1981 et 1991		
Rang	Sous-continent de naissance	N	%	Sous-continent de naissance	N	%
1	Europe méridionale	104 050	35,0	MO, Asie occ. et centrale	22 800	16,1
2	Europe occidentale	43 440	14,6	Asie du Sud-Est	19 160	13,6
3	Antilles et Bermudes	28 175	9,5	Antilles et Bermudes	18 440	13,0
4	Afrique du nord	19 540	6,6	Europe occidentale	10 815	7,7
5	Europe orientale	18 010	6,1	Amérique centrale	10 685	7,6
6	Asie du Sud-Est	15 280	5,1	Europe orientale	9 540	6,7
7	États-Unis d'Amérique	14 005	4,7	Europe méridionale	8 885	6,3
8	Europe septentrionale	13 420	4,5	Afrique du nord	8 785	6,2
9	MO, Asie occ. et centrale	12 860	4,3	Amérique du Sud	8 480	6,0
10	Amérique du Sud	8 830	3,0	Asie orientale	6 785	4,8
	Sous-total	277 610	93,3	Sous-total	124 375	88,0
	Autres sous-continent	19 960	6,7	Autres sous-continent	16 955	12,0
	Total	297 605	100,0	Total	141 335	100,0

Immigrants arrivés entre 1991 et 2001				Immigrants arrivés entre 2001 et 2006		
Rang	Sous-continent de naissance	N	%	Sous-continent de naissance	N	%
1	MO, Asie occ. et centrale	28 665	13,1	Afrique du nord	33 625	17,3
2	Afrique du nord	23 830	10,9	Europe orientale	23 205	12,0
3	Europe orientale	22 010	10,1	Asie orientale	20 525	10,6
4	Antilles et Bermudes	21 950	10,0	Amérique du Sud	19 330	10,0
5	Asie orientale	19 185	8,8	Europe occidentale	17 425	9,0
6	Europe occidentale	18 520	8,5	MO, Asie occ. et centrale	16 715	8,6
7	Asie méridionale	18 055	8,3	Asie méridionale	12 345	6,4
8	Asie du Sud-Est	15 820	7,2	Antilles et Bermudes	12 270	6,3
9	Amérique du Sud	12 090	5,5	Afrique centrale	6 595	3,4
10	Amérique centrale	10 345	4,7	Asie du Sud-Est	6 160	3,2
	Sous-total	190 470	87,1	Sous-total	168 195	86,7
	Autres sous-continent	28 260	12,9	Autres sous-continent	25 710	13,3
	Total	218 715	100,0	Total	193 900	100,0

Source : Recensement de la population de 2006, Produit no 97-557-XCB2006019 au catalogue de Statistique Canada.

Tableau 13 - Migrations entre le Québec et le reste du Canada par langue maternelle, 1991-1996, 1996-2001 et 2001-2006

Période quinquennale	Langue maternelle	Migrants qui ont quitté le Québec	Migrants qui sont entrés au Québec	Solde migratoire du Québec
1991-1996	Français	33 596	34 823	1 228
	Anglais	51 133	26 591	-24 543
	Autre	21 611	7 481	-14 130
	Total	106 340	68 895	-37 445
1996-2001	Français	39 693	30 813	-8 880
	Anglais	53 323	24 070	-29 253
	Autre	26 725	7 563	-19 163
	Total	119 740	62 445	-57 295
2001-2006	Français	30 986	35 988	5 003
	Anglais	34 091	26 136	-7 955
	Autre	20 088	11 426	-8 663
	Total	85 165	73 550	-11 615

Source : 1991-1996 et 1996-2001, rapport 2, tableau 13 ; 2001-2006 : Recensement de la population de 2006, Produit no 97-556-XCB2006010 au catalogue de Statistique Canada.

Tableau 14 - Comparaison sommaire entre le recensement de 2006 et les résultats d'un scénario prospectif pour 2006, ensemble du Québec, région métropolitaine de Montréal et reste du Québec

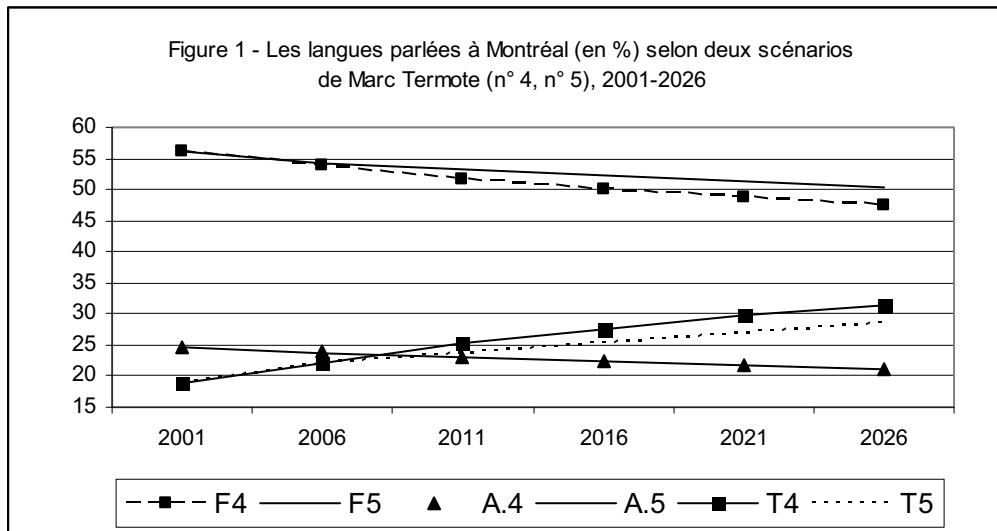
Région / langue parlée	Selon le recensement de 2006	Selon le scénario 1 de Marc Termote	Différence
RMR de Montréal	%	%	%
Français	69,1	69,3	0,2
Anglais	17,4	16,7	-0,7
Autre langue	13,4	14,0	0,6
Total	100,0	100,0	
Reste du Québec			
Français	93,7	93,8	0,1
Anglais	4,2	4,4	0,2
Autre langue	2,1	1,8	-0,3
Total	100,0	100,0	
Ensemble du Québec			
Français	81,8	81,9	0,1
Anglais	10,6	10,4	-0,2
Autre langue	7,6	7,7	0,1
Total	100,0	100,0	

Source : Marc Termote, à paraître en 2008.

Tableau 15 - Répartition (en %) des langues parlées le plus souvent à la maison selon trois scénarios prospectifs, ensemble du Québec et île de Montréal, 2001-2026

Scénario :	Langue parlée le plus souvent à la maison								
	Français			Anglais			Autre		
	1	4	5	1	4	5	1	4	5
Ensemble du Québec									
2001	83,0	83,0	83,0	10,4	10,4	10,4	6,6	6,6	6,6
2006	81,9	81,9	82,1	10,4	10,4	10,2	7,7	7,7	7,7
2011	81,0	80,7	81,8	10,3	10,3	9,9	8,7	9,0	8,3
2016	80,1	79,6	81,3	10,3	10,3	9,8	9,6	10,1	8,9
2021	79,2	78,6	80,8	10,3	10,3	9,6	10,5	11,2	9,6
2026	78,4	77,5	80,3	10,3	10,3	9,5	11,3	12,2	10,2
Île de Montréal									
2001	56,3	56,3	56,3	24,8	24,8	24,8	18,9	18,9	18,9
2006	53,9	53,9	54,1	24,0	24,0	23,7	22,1	22,1	22,2
2011	52,1	51,7	53,2	23,3	23,1	23,0	24,6	25,2	23,8
2016	50,7	50,1	52,3	22,6	22,3	22,3	26,7	27,6	25,4
2021	49,4	48,7	51,3	22,1	21,6	21,7	28,5	29,7	27,0
2026	48,1	47,4	50,3	21,7	21,1	21,2	30,2	31,5	28,5

Source : Marc Termote, à paraître en 2008.



Diagnostic démographique de l'état de la francisation au Québec

3.2 – Les langues d'enseignement de la maternelle à l'université

Michel Paillé, démographe,
chercheur associé,
Chaire Hector-Fabre, UQÀM
20 janvier 2008

Avant-propos

Nous poursuivons ici notre 3^e rapport sur l'état de la francisation. Cette deuxième partie traite de la langue d'enseignement. Priorité sera d'abord donnée à la maternelle, au primaire et au secondaire, ces trois ordres d'enseignement visés par la Charte de la langue française. Ensuite, nous examinerons les données portant sur le libre choix de la langue d'enseignement au collégial et à l'université.

La maternelle, le primaire et le secondaire

Le Chapitre VIII de la Charte de la langue française oriente, depuis 30 ans, les enfants des immigrants vers l'école française. Si la loi 22 de 1974 a mis fin au libre choix de la langue d'enseignement de la maternelle à la cinquième secondaire¹, la loi 101 de 1977 a mis fin aux tests sur la connaissance de l'anglais qui avaient fait l'unanimité contre eux. Essentiellement basé sur la langue d'enseignement au primaire du père ou de la mère de l'écolier, ce critère fondamental de la loi 101 donnant accès aux écoles de langue anglaise s'est avéré à la fois efficace et très simple à appliquer dans une société de droit positif.

¹ Cette loi n'a été appliquée qu'en 1975-1976 et 1976-1977 au moyen de tests d'anglais que l'écolier devait réussir pour entrer à l'école anglaise. Laissées à elles-mêmes en 1974-1975, les commissions scolaires n'ont pas vraiment appliqué cette loi lors de la première année scolaire qui a suivi son adoption.

Les tableaux E.1 et E.2 présentent, de manière très générale, l'évolution des effectifs scolaires des 30 dernières années, répartie selon la langue d'enseignement. Le premier de ces tableaux concerne l'ensemble du Québec tandis que le second se limite à l'île de Montréal.

Au cours des 30 dernières années, les effectifs scolaires du Québec ont chuté de manière importante. C'est une conséquence de la dénatalité amorcée durant les années 1960. Les tableaux E.1 et E.2 illustrent très nettement ce phénomène puisque les effectifs totaux ont chuté de 25% en 30 ans. Si le secteur francophone n'a perdu que 20% de ses effectifs, le secteur d'enseignement de langue anglaise quant à lui, a perdu la moitié de ses inscriptions. Les nouveaux écoliers issus de l'immigration internationale, orientés vers le secteur français plutôt qu'anglais, ont ainsi cessé d'alimenter le secteur d'éducation de langue anglaise tout en freinant le déclin du secteur de langue française.

La première période qui va jusqu'en 1991-1992 montre les premiers effets de la loi 101. Durant cette période dite de « transition »², le secteur d'enseignement de langue anglaise est passé de 16,6% des effectifs scolaires, à 9,7%. En corollaire, le secteur d'enseignement de langue française, qui accueillait 83,4% des enfants en 1976-1977, en a reçu plus de 90% en 1991-1992.

Une fois passée cette période de transition, la répartition des effectifs entre les deux réseaux d'enseignement s'est faite légèrement en faveur du secteur anglais. En effet, graduellement, ce dernier a progressé quelque peu pour atteindre plus de 11% en 2003-2004. Les données provisoires pour 2006-2007 montreraient une stabilisation autour de ce même pourcentage.

Dans l'île de Montréal, l'évolution a différé quelque peu. Car dans ce cas, l'étalement urbain s'ajoute à la dénatalité comme facteur de régression. En témoignage, une baisse des effectifs de 32% en 30 ans. Si les écoliers montréalais comptaient pour près de 25% des enfants d'âge scolaire du Québec en 1976-1977, ils ne représentaient plus que 20,5% des effectifs en 1991-1992. Ils ont repris ensuite un peu de tonus, comptant pour 22,4% des écoliers du Québec en 2006-2007.

Juste avant la loi 101, le secteur anglais d'enseignement de l'île de Montréal comptait pour 39% des enfants de l'île. Cette proportion n'a pas cessé de diminuer jusqu'en 1997-1998 où elle atteignait le creux de 25,6%. Elle a remonté un peu ensuite. Mais les données provisoires pour la dernière année montreraient un recul à 25,5%. L'immigration internationale étant fortement concentrée dans l'île de Montréal, il s'ensuit que le secteur d'enseignement de langue française a

² Comme il faut 12 ans pour passer de la maternelle à la cinquième secondaire, les années 1980 sont considérées comme formant, avec la fin des années 1970, une période de « transition ». Durant ces années, les derniers enfants du libre choix de la langue d'enseignement terminaient leurs études en anglais, alors que les premiers enfants de la loi 101 entraient dans les écoles françaises.

perdu moins de 17% de ses effectifs en 30 ans tandis que le secteur anglophone a chuté de près de 56%.

Notons enfin que moins de 19% des écoliers du Québec qui étudiaient en français, demeuraient dans l'île de Montréal tout au long de ces 30 ans. On dénote même un creux de 16,7% en 1991-1992. Au contraire, plus de la moitié des écoliers du secteur anglais sont des Montréalais (minimum de 51,2% en 2006-2007). Ils étaient plus de 58% à la fin des années 1970.

Le secteur d'enseignement en français

Pour la même période qu'aux deux tableaux précédents, et pour les mêmes années scolaires choisies, les tableaux E.3 et E.4 décrivent l'évolution du secteur d'enseignement en français selon la langue maternelle des écoliers. Les trois catégories habituelles de langues ont été retenues (le français, l'anglais et l'ensemble des langues tierces) pour l'ensemble du Québec (tableau E.3) et pour l'île de Montréal (tableau E.4).

Au temps de la crise de Saint-Léonard des années 1960, quatre écoliers de langues maternelles tierces sur cinq étaient inscrits dans des écoles publiques où l'enseignement se donnait en anglais. On observe en effet au tableau E.3 qu'en 1976-1977, à peine 13 000 écoliers de langues maternelles tierces recevaient leur instruction en français; ces écoliers ne comptaient que pour 20,3% des « allophones » (un sur cinq). Cette observation, longtemps débattue à la fin des années 1960 et au début des années 1970, fut un élément important qui a conduit aux lois 22 et 101.

L'efficacité de la loi 101 en matière de langue d'enseignement sur les écoliers de langues maternelles tierces a été très rapide. Au 4^e anniversaire (1981-1982), c'était déjà plus de 43% des allophones qui étudiaient en français. Au début des années 1990, plus de 3 allophones sur 4 faisaient leurs études dans la langue officielle du Québec ; ils étaient alors 63 000 à le faire. Une fois la période de transition passée, la proportion des écoliers allophones inscrits dans les écoles françaises ne bougeait presque plus³, oscillant entre 78,8% et 79,6%. Les données provisoires pour 2006-2007 montrent, pour la première fois, une proportion au-delà de 80%. Sous l'effet d'une immigration internationale de plus en plus forte, on approche les 100 000 écoliers de langues maternelles tierces. C'est 7,5 fois plus que 30 ans plus tôt.

Puisque la loi 101 repose sur la langue d'enseignement au primaire du père ou de la mère, plutôt que sur la langue maternelle de l'enfant, il s'ensuit que des écoliers de langue maternelle anglaise se retrouvent en plus grand nombre au secteur d'enseignement de langue française, leurs parents n'ayant pas fait la

³ Grosso modo, cela revient à dire que les immigrants allophones d'âge scolaire qui arrivaient au fil des ans, n'étaient pas plus nombreux que leurs aînés qui terminaient leurs études secondaires.

majeure partie de leurs études primaires en anglais au Canada. Si en 1976-1977 ils n'étaient qu'à peine plus de 14 200 à l'école française (ne comptant alors que pour 8,2% des écoliers de langue maternelle anglaise), au cours de l'année scolaire 2006-2007 ils approchaient les 19 600 ; un tel effectif représente un peu plus d'un écolier anglophone sur cinq.

Les effets de la dénatalité ont surtout marqué la majorité francophone. On le voit au tableau E.3 où les effectifs de langue maternelle française inscrits dans les écoles de langue française ont chuté de plus de 28% en trois décennies (de près de 1 160 000 à moins de 830 000). Étant donné que les effectifs des deux autres groupes linguistiques ont augmenté, il s'ensuit que le poids des écoliers de langue française a diminué de 10 points, passant de 98% en 1976-1977 à 88% l'année dernière.

Du tableau E.4, qui concerne l'île de Montréal, on peut dégager quelques particularités, comparativement à l'ensemble du Québec :

- En fin de période, on comptait plus de 10 fois plus d'écoliers de langues maternelles tierces dans les écoles françaises de l'île (68 800) que 30 ans plus tôt (moins de 6 700).
- Les effectifs de langue maternelle française ont chuté de plus de la moitié, passant de plus de 200 000 à moins de 100 000.
- Le poids relatif des écoliers de langue maternelle française dans le réseau francophone de l'île de Montréal est tombé de près de 94% en 1976-1977 à moins de 56% des effectifs en 2006-2007.
- En 2000-2001, plus de 84% des écoliers de langues maternelles tierces, qui étudiaient en français au Québec, étaient inscrits dans une commission scolaire de l'île de Montréal, un sommet (66 700 sur 79 200). En 2003-2004, cette proportion est retombée en deçà de 77%. Les données provisoires pour 2006-2007 abaissent cette proportion sous les 71%. (On pourrait supposer qu'une immigration plus importante à destination de Longueuil et de Laval, ainsi qu'une forme d'étalement urbain des Montréalais de langues maternelles tierces seraient à l'œuvre depuis quelque temps.)

Le secteur d'éducation de langue anglaise

En ce qui concerne les écoliers admissibles à l'enseignement en anglais, nous disposons de données remontant à l'année scolaire 1983-1984. L'évolution de ces données étant régulières, il suffira de ne retenir qu'une année sur trois aux tableaux E.5 et E.6.

Entre 1983 et 2006, les effectifs des écoles de langue anglaise ont diminué de 11%, passant de 139 500 à 124 300. L'importance relative des écoles de langue anglaise comptait pour un peu plus de 12% des effectifs scolaires en 1983-1984.

Un creux de 10,2% est atteint en 1991-1992. Par la suite, un regain relatif a porté les effectifs jusqu'à 11,8% des écoliers de l'ensemble du Québec en 2003-2004.

En 1983, 48% des écoliers de langues maternelles tierces étudiaient toujours en anglais en vertu des droits acquis par au moins l'un des parents. Sous l'effet des critères d'admissibilité de la Charte de la langue française, cette proportion a rapidement diminué, passant sous les 30% après 1988, et sous les 20% après 1994. Abstraction faite des données provisoires pour 2006, on observe une quelconque stabilisation relative autour de 20% ou de 21%. Au cours de cette période, les effectifs de langues maternelles tierces dans les écoles anglaises ont diminué de plus de 32% (de 31 600 à 21 400).

Les effectifs de langue maternelle anglaise, par contre, ont connu une perte relative moindre, soit un peu moins de 20%. Ce n'est qu'après 2000-2001 que les écoliers de langue maternelle anglaise, qui étudiaient en anglais, ont vu leur proportion glisser sous les 85%.

On pourrait s'étonner de constater une augmentation du nombre d'écoliers de langue maternelle française au secteur d'enseignement de langue anglaise. En effet, après le creux de la deuxième moitié des années 1980 (moins de 13 000), il y a eu ensuite croissance de 118%, pour dépasser 27 000 dès 2003-2004. Ne comptant que pour 1,3% des écoliers francophones au milieu et à la fin des années 1980, le secteur de langue anglaise attirait 3,3% de ces jeunes de langue maternelle française en 2006-2007.

Il faut comprendre ici que la loi 101 n'a pas retiré de droits à ceux qui les avaient acquis légalement. C'est ainsi que tous les enfants de langue maternelle française, qui s'étaient inscrits légalement dans des écoles anglaises au temps du libre choix ou de la loi 22, ont gardé leurs droits acquis transmissibles à leurs enfants et à leurs descendants. En outre, comme il ne faut qu'un seul parent pour transmettre ce droit, une certaine forme d'exogamie⁴ joue en faveur du secteur d'enseignement de langue anglaise. Lors de l'élaboration de la Charte de la langue française en 1977, les concepteurs de la loi en étaient pleinement conscients⁵.

Le tableau E.6 se passe de tout commentaire relativement aux écoliers de langue maternelle anglaise et de langues maternelles tierces qui sont inscrits dans une école anglaise de l'île de Montréal. Mais en ce qui a trait aux écoliers de langue maternelle française admissibles à l'école anglaise, on constate que dans

⁴ Il s'agit ici d'un type d'exogamie particulier, l'un des parents ayant un droit d'admissibilité à l'école anglaise tandis que l'autre ne l'a pas. Ainsi, deux parents de langue maternelle anglaise pourraient former une union exogame à cet égard, alors que l'union d'un francophone à une allophone, bien qu'exogame d'un point de vue linguistique, n'aurait rien d'exogame en ce qui nous concerne ici. Dans le premier cas d'espèce, il se pourrait qu'un seul des parents puisse transmettre le droit d'admissibilité à l'école anglaise alors dans le second cas, les deux parents pourraient posséder ce droit. Quand ni l'un ni l'autre des parents ne possède ce droit, l'enfant doit alors être inscrit à l'école française.

⁵ Dans ses nombreux discours de l'année 1977, M. Camille Laurin y faisait quelques fois allusion.

l'ensemble des écoliers de langue maternelle française demeurant à Montréal, leur poids relatif augmente de 3,3% en 1983 à 5,4% en 2006. Leurs effectifs absolus dépassent 5 000 depuis 2000-2001.

Enfin, notons que les écoles de langue anglaise de l'île de Montréal accueillent plus de 59% des écoliers du Québec admissibles en 1983-1984 (82 800 sur 139 500). En 2006-2007, cette proportion tombait à moins de 51% (63100 sur 124 300). Si la tendance que l'on observe devait se poursuivre, on pourrait fort bien dénombrer bientôt moins de la moitié des écoliers du secteur d'enseignement de langue anglaise du Québec inscrit dans une commission scolaire anglophone de l'île de Montréal.

Les écoliers admissibles à l'école anglaise qui étudient en français

L'article 76.1 de la Charte de la langue française permet aux écoliers reconnus admissibles à recevoir leur éducation en anglais, de s'inscrire librement dans une école française sans pour autant perdre leurs droits de retour à l'école anglaise, ni mêmes d'y inscrire leurs éventuels enfants. Puisque avant la loi 101 une bonne partie des enfants de la minorité anglophone faisait ses études primaires et secondaires en français, le législateur a voulu insérer une clause permettant que cette tradition se poursuive. Les tableaux E.7 et E.8, construits comme les deux précédents, font état de l'évolution récente de cette dimension des données du MELS.

Bon an mal an, entre 11 000 et près de 14 000 écoliers admissibles à l'école anglaise étudiaient en français. Ces effectifs représentent entre 9,5% et 11% des écoliers admissibles à l'école anglaise. Ce sont les écoliers admissibles de langue maternelle anglaise qui étaient, au départ, les plus nombreux à cet égard. En 1983, ils étaient plus de 7 300, soit près de 8% des anglophones admissibles. Leur nombre a diminué jusqu'à moins de 4 600 en 2006 (6,1% des admissibles).

Avec le temps, ce sont les francophones qui ont pris la tête en ce domaine. Il y a une dizaine d'années, les écoliers de langue maternelle française – admissibles à l'école anglaise mais qui s'étaient inscrits dans une école française –, devenaient les plus nombreux. Ils sont restés en tête depuis. Mais en dépit de cette hausse absolue, la fraction des admissibles francophones à s'inscrire dans une école française n'a pas augmenté ; elle a joué, en gros, entre 27% et 30%.

Sauf en 1983-1984, le nombre d'écoliers de langues maternelles tierces admissibles à l'école anglaise qui ont opté pour une école française s'est situé entre un peu moins de 1 300 et un peu moins de 1 600. Un sommet de près de 9% des admissibles de langues tierces a été atteint en 1989. La proportion diminue depuis 1994-1995.

Comme le montre la figure E.1 construite à partir des tableaux E.7 et E.8, l'île de Montréal concentre de moins en moins d'écoliers admissibles à l'école anglaise

s'inscrivant librement dans une école française (de près de 6 sur 10 dans les années 1980, à moins de 4 sur 10 dans les années 2000). C'est particulièrement le cas des francophones (du tiers, on passe au cinquième). Mais chez les anglophones, on remarque, à partir de 1997-1998, un retour à la hausse de l'importance relative de l'île de Montréal.

Dans les dédales de la loi 101

Dans la Charte de la langue française, de nombreux articles décrivent les modalités d'admissibilité à l'école anglaise au Québec. Au fil des amendements apportés à la loi 101, ces modalités ont changé dans le temps. L'analyse des compilations statistiques du MELS sur cette question est plutôt fastidieuse. Cependant, puisque nous avons déjà fait ce travail de bénédictins pour l'Office québécois de la langue française, autant en faire profiter la Commission. Nous nous limiterons toutefois à un seul tableau (E.9) qui cumule les données depuis 1977-1978 à 2002-2003⁶.

Le MELS a reconnu au cours des 25 premières années d'application de la Charte de la langue française un peu plus de 593 000 écoliers admissibles à l'école anglaise. Un peu moins de 5% des déclarations d'admissibilité sont toutefois des cas d'exceptions (exemptions, dérogations, amnistie), la majorité d'entre elles (plus de 19 000) ayant été accordées en vertu d'un séjour temporaire au Québec.

Même après 25 ans, le poids du passé apparaît encore nettement au tableau E.9. En effet, les articles 73.4° et 73.5° de la loi 101 rallient encore à eux seuls plus de 51% des écoliers reconnus admissibles à l'école anglaise. Ces articles sont justement ceux qui consacraient les droits acquis au temps du libre choix et de la loi 22. C'est ainsi que plus de 274 000 écoliers déjà légalement inscrits dans une école anglaise avant la loi 101 ont pu y continuer leurs études (art. 73.4°).

Près de 29 000 jeunes ont bénéficié de ce que l'on appelait à l'époque « la clause universelle » (art. 73.5°). Cette clause accordait l'accès à l'école anglaise à des enfants d'immigrants même s'ils n'étaient pas déjà aux études dans une école anglaise au moment de l'adoption de la loi. Ces enfants ont été reconnus admissibles à l'école anglaise parce que l'un de leurs parents, arrivé au Québec avant la loi, avait fait la majeure partie de ses études primaires en anglais n'importe où dans le monde. Dans leurs cas, on devrait plutôt parler de « droits virtuellement acquis ».
--

Jusqu'en 2002-2003, le critère fondamental d'admissibilité à l'école anglaise compte pour 37,3% de toutes les déclarations et exemptions. 221 355 jeunes ont ainsi été reconnus par le MELS en vertu de l'article 73.1°. Avec le temps qui passe, ce nombre ne peut qu'augmenter. Selon que nos niveaux d'immigration

⁶ Comme nous l'annoncions dans notre premier rapport, il n'a pas été possible d'obtenir du MELS une mise à jour plus récente.

internationale seront plus ou moins élevés, il deviendra tôt ou tard la valeur la plus importante (le mode) de la distribution du tableau E.9.

Notons enfin que de l'automne 1977 à l'automne 1984, le lieu des études de l'un des parents relativement à l'article 73.1° était limité au territoire du Québec. Mais à la suite de l'entrée en vigueur de la *Charte canadienne des droits et libertés* (février 1982), suivie d'un jugement de la Cour suprême du Canada (été 1984), le lieu des études du père ou de la mère a été étendu à l'ensemble du Canada. Ainsi, des écoliers venus du Canada anglais qui ont dû aller dans une école française, ont pu changer de langue d'enseignement en poursuivant leurs études dans une école de langue anglaise à partir de l'automne 1984.

Le libre choix de la langue d'enseignement au cégep

Pour l'étude de la langue d'enseignement dans les cégeps du Québec, nous disposons de données remontant à 1983-1984. Ces données ne concernent que les nouvelles inscriptions. Le tableau E.10 est d'ordre général : il montre le choix de la langue d'enseignement de l'ensemble des collégiens, sans égard à leur langue maternelle ni à leur langue d'enseignement au secondaire.

Le tableau E.10 montre une évolution relativement stable des effectifs selon la langue d'enseignement. Sur une moyenne annuelle de nouveaux inscrits de 50 800 collégiens, on en compte près de 41 600 dans un collège francophone – soit un peu moins de 82% – et 8 800 qui ont entrepris des études en anglais (plus de 17%). Les années 1992 à 1996 inclusivement ont vu la plus forte proportion de nouvelles inscriptions dans un cégep francophone, soit plus de 83%. En corollaire, ce sont les seules années de la série où les nouvelles inscriptions dans les cégeps anglophones ont été inférieures à 16%. C'est donc dire que depuis 1997, il y a tendance à la hausse des nouvelles inscriptions pour des études collégiales en anglais (d'un creux de 15,2% en 1993 et 1994, on atteint 18,5% au début des années 2000).

Des données plus fines permettent considérer le choix de la langue des études collégiales en tenant compte de la langue d'enseignement à la fin du secondaire. C'est ce que donnent les tableaux E.11 à E.14 inclusivement où on trouvera, **en caractères gras**, les effectifs que nous allons comparer. Ces tableaux couvrent la période 1993 à 2006.

Parmi les écoliers du secteur français au secondaire qui se sont inscrits dans les cégeps du Québec, entre 4,9% et 8,2% ont choisi de faire leurs études collégiales en anglais. En moyenne, il s'agit d'une proportion de 7%. Cependant, cette proportion est au-dessus de cette moyenne depuis 1999. En comparaison, le nombre d'écoliers qui ont choisi un cégep francophone après des études secondaires en anglais, ne fait manifestement pas le poids avec une moyenne annuelle de 137 collégiens. Seules les données provisoires pour 2006 montrent un

chiffre supérieur à 200. Dans la période étudiée, ils sont 23 fois moins nombreux que ceux qui ont choisi d'entreprendre des études collégiales en anglais après un secondaire en français.

Mais qu'en est-il de cette question selon la langue maternelle des nouveaux inscrits au cégep? C'est ce que nous examinons à l'aide des trois prochains tableaux.

Le tableau E.12 ne retient que les collégiens de langue maternelle française. Il montre que parmi les jeunes francophones qui ont fait leurs études secondaires en français, la proportion de ceux qui ont choisi un cégep anglophone s'est située en moyenne à 3,6%. On note toutefois une légère augmentation dans le temps : avant 1997, la proportion est inférieure à 3,5%. Par la suite, elle se situe autour de 4%. En nombres absolus, un maximum est atteint en 1999 et en 2000 avec plus de 5 000 étudiants de langue maternelle française nouvellement inscrits au cégep anglais.

En contrepartie, les jeunes de langue maternelle française qui ont fait leur secondaire en anglais, pour ensuite choisir un cégep francophone, ne pèsent pas lourds. En moyenne, en dépit d'un pourcentage de 15,5%, ils n'étaient que 87 étudiants dans cette situation. Mais depuis 2003, ils sont plus de 100 à passer de l'anglais au français comme langue d'études. En moyenne, ils ont été 17 fois moins nombreux que ceux qui ont connu un parcours inverse.

Voyons maintenant au tableau E.13 ce qui s'est produit dans le cas des collégiens de langue maternelle anglaise. Ce qui frappe d'emblée, c'est que de 57% à plus de 68% de ceux qui ont fait leurs études secondaires en français (moyenne de 61,8%), ont opté pour des études collégiales en anglais. Il s'agit là d'une moyenne de 324 collégiens par année. En revanche, à peine un peu plus de 1% de ceux qui ont fait leur secondaire en anglais ont choisi de poursuivre au cégep dans la langue de la majorité francophone (43 en moyenne par année). Ceux-ci sont de 7 à 8 fois moins nombreux que les premiers.

Depuis la loi 101, le choix des allophones est ce qui a attiré le plus d'attention. Comme la Charte de la langue française visait plus particulièrement les immigrants qui devaient arriver au Québec dans l'avenir, et comme la très grande majorité de ces immigrants a toujours été de langues maternelles tierces, il s'ensuit que le libre choix de la langue des études collégiales par les allophones scolarisés en français au secondaire, est vu comme un bon indicateur d'une forme de vitalité du français.

Les données se trouvent au tableau E.14. En moyenne depuis 1993, près de 41% des allophones scolarisés en français au secondaire ont poursuivi leurs études collégiales en anglais. Un sommet a été atteint en 2001 avec près de 46%. Mais depuis, la tendance serait à la baisse. Les données provisoires pour 2006 donnent une proportion de 39,3%, une première en 10 ans. En nombres absolus, une moyenne annuelle de 1360 nouveaux collégiens de langues mater-

nelles tierces, ont ainsi passé du secondaire français au collégial anglais de 1993 à 2006 inclusivement.

Il n'est pas étonnant de constater que les jeunes allophones qui ont fait l'inverse soient peu nombreux. Puisque plus de 98% des allophones qui avaient droit à des études secondaires en anglais ont poursuivi dans cette langue une fois arrivés au cégep, il s'ensuit que les collèges de langue française n'en ont accueilli que fort peu (7 par année en moyenne).

Remarquons enfin au tableau E.14 que la majorité des nouveaux inscrits de langues maternelles tierces dans les cégeps anglophones proviennent du secondaire français. En effet, avec une moyenne annuelle de 1360 jeunes de langues maternelles tierces, le secondaire français a fourni, entre 1993 et 2006, 52,2% des nouveaux inscrits de langues tierces ($1360 + 1240 = 2600$) dans les cégeps anglophones du Québec.

La langue des universités

Les données du MELS sur les universités ne permettent pas de faire un lien avec la langue des études au cégep. Nous disposons toutefois de la langue maternelle des étudiants universitaires. Contrairement aux tableaux sur les cégeps, ceux portant sur l'université concernent tous les étudiants. Il ne s'agira donc pas des nouveaux inscrits seulement. Enfin, les données annuelles que nous avons obtenues vont de 1986 à 2006. Celles des deux dernières années sont de nature provisoire.

D'ordre général, le tableau E.15 ne distingue pas les langues maternelles des étudiants. Il montre d'abord une croissance irrégulière des effectifs, tant dans les universités francophones qu'anglophones. Après une hausse, on assiste à un recul à la fin des années 1990, pour ensuite constater une nouvelle augmentation.

Entre 1986 et 2006, les universités francophones ont accueilli en moyenne 76,4% des étudiants du Québec (tableau E.15). Il s'agit là d'une proportion d'environ 5 points inférieurs au poids moyen des personnes de langue maternelle française dans l'ensemble de la population du Québec (82% en 1991, 79,6% en 2006). Le rayonnement des universités anglophones (et/ou de la langue anglaise), est donc supérieur à celui des universités francophones (et/ou du français). D'aucun ferait remarquer que depuis les 78,2% atteints par les universités francophones en 1986, cette proportion n'a jamais été retrouvée. Au contraire, en 2006, les 75,4% montrent un recul de près de 3 points en 2 décennies.

En moyenne au cours de cette période, 94,1% des étudiants de langue maternelle française ont choisi d'étudier dans une université francophone. Les autres, soit 5,9%, font leurs études en anglais. Le tableau E.16 ne montre que de légères fluctuations dans le temps. C'est en 2000 et 2001 où l'on trouvait la plus forte

proportion d'étudiants francophones dans les universités québécoises de langue anglaise, soit 6,4%. En nombres absolus, c'est en 2002 que l'on a recensé le plus grand nombre de francophones étudiant en anglais, soit 10 752.

La proportion d'étudiants universitaires de langue maternelle anglaise qui étudient dans leur langue est un peu plus faible que celle des francophones qui étudient en français ; elle a été en moyenne de 93,3% (tableau E.17). Cependant, en chiffres absolus, le nombre d'étudiants anglophones qui font leurs études universitaires en français est évidemment beaucoup plus faible que sa contrepartie, puisqu'il s'agit d'une minorité. En moyenne, ils ont été un peu plus de 2 200 entre 1986 et 2006 inclusivement. Le minimum a été observé en 2000 avec 1 700 étudiants.

Comment se partagent les étudiants de langues maternelles tierces entre les universités québécoises de langue française et anglaise? Le tableau E.18 répond à cette question. Bien qu'ils soient de plus en plus nombreux à s'inscrire dans une université de langue anglaise (de 7 800 à 16 000 en 20 ans), une plus grande proportion d'étudiants allophones a choisi l'université francophone. En effet, de moins de 41% qu'ils étaient au milieu des années 1980, ils dépassent 50% à partir de 2003. Les données provisoires pour 2006 indiquent l'effectif (près de 18 200) et le pourcentage (53,2%) les plus élevés de la période. Bref, si le nombre d'étudiants allophones a doublé en 20 ans dans les universités anglophones, il a triplé dans les universités de langue française.

Tableaux et figures

Tableau E.1

Nombres et répartitions des écoliers (a) selon la langue d'enseignement, **ensemble du Québec**,
(maternelle, primaire et secondaire ; secteur des jeunes)
1976-1977 à 1991-1992 (une année sur cinq) et 1994-1995 à 2006-2007 (une année sur trois)

Année scolaire	Langue d'enseignement				Total	
	Français		Anglais		Nombre	%
	Nombre	%	Nombre	%		
1976-1977	1 186 102	83,4	236 588	16,6	1 422 690	100,0
1981-1982	1 026 951	86,8	155 585	13,2	1 182 536	100,0
1986-1987	1 021 105	89,4	120 818	10,6	1 141 923	100,0
1991-1992	1 035 358	90,3	111 391	9,7	1 146 749	100,0
1994-1995	1 036 202	90,3	111 466	9,7	1 147 668	100,0
1997-1998	1 033 879	90,0	114 267	10,0	1 148 146	100,0
2000-2001	1 003 578	89,4	119 500	10,6	1 123 078	100,0
2003-2004	982 634	88,9	122 950	11,1	1 105 584	100,0
2006-2007 (c)	949 273	88,9	119 118	11,1	1 068 391	100,0

a : Ces données excluent les élèves qui étudient dans une langue amérindienne ou en inuktitut.

b : données provisoires.

Source : MELS, données non publiées au moment de la rédaction de ce rapport.

Tableau E.2

Nombres et répartitions des écoliers (a) selon la langue d'enseignement, **île de Montréal**,
(maternelle, primaire et secondaire ; secteur des jeunes)
1976-1977 à 1991-1992 (une année sur cinq) et 1994-1995 à 2006-2007 (une année sur trois)

Année scolaire	Langue d'enseignement				Total	
	Français		Anglais		Nombre	%
	Nombre	%	Nombre	%		
1976-1977	214 876	60,9	138 144	39,1	353 020	100,0
1981-1982	177 704	66,2	90 898	33,8	268 602	100,0
1986-1987	175 776	71,6	69 667	28,4	245 443	100,0
1991-1992	172 762	73,6	61 955	26,4	234 717	100,0
1994-1995	176 074	74,3	60 832	25,7	236 906	100,0
1997-1998	177 641	74,4	61 175	25,6	238 816	100,0
2000-2001	180 401	74,0	63 365	26,0	243 766	100,0
2003-2004	181 933	73,9	64 144	26,1	246 077	100,0
2006-2007 (c)	178 664	74,5	61 015	25,5	239 679	100,0

a : Ces données excluent les élèves qui étudient dans une langue amérindienne ou en inuktitut.

b : données provisoires.

Source : MELS, données non publiées au moment de la rédaction de ce rapport.

Tableau E.3

Nombres (a) et pourcentages d'écopliers (b) de langue maternelle française, anglaise et tierce **qui étudient en français, ensemble du Québec**, (maternelle, primaire et secondaire ; secteur des jeunes)
1976-1977 à 1991-1992 (une année sur cinq) et 1994-1995 à 2006-2007 (une année sur trois)

Année scolaire	Langue maternelle						Total
	Français		Anglais		Tierce		
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	
1976-1977	1 158 822	97,8	14 233	8,2	13 047	20,3	1 186 102
1981-1982	975 897	98,6	18 708	15,5	28 595	43,4	1 023 200
1986-1987	953 050	99,0	17 781	17,6	45 197	64,2	1 016 028
1991-1992	951 220	98,9	16 414	17,2	62 995	76,4	1 030 629
1994-1995	943 481	98,7	16 414	17,3	71 329	79,4	1 031 224
1997-1998	935 490	98,4	17 475	18,3	75 567	79,6	1 028 532
2000-2001	902 279	98,0	17 455	18,4	79 240	78,8	998 974
2003-2004	871 246	97,6	18 322	19,4	88 177	79,5	977 745
2006-2007 (c)	828 730	97,4	19 581	21,3	97 183	81,5	945 494

a : Ces données excluent les élèves qui étudient dans une langue amérindienne ou en inuktitut.

b : pourcentages calculés sur le total des écoliers de même langue maternelle.

c : données provisoires.

Source : MELS, données non publiées au moment de la rédaction de ce rapport.

Tableau E.4

Nombres (a) et pourcentages d'écopliers (b) de langue maternelle française, anglaise et tierce **qui étudient en français, Île de Montréal**, (maternelle, primaire et secondaire ; secteur des jeunes)
1976-1977 à 1991-1992 (une année sur cinq) et 1994-1995 à 2006-2007 (une année sur trois)

Année scolaire	Langue maternelle						Total
	Français		Anglais		Tierce		
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	
1976-1977	201 554	95,5	6 661	7,2	6 661	13,3	214 876
1981-1982	146 632	96,8	10 051	15,5	20 929	40,2	177 612
1986-1987	130 175	97,9	9 992	17,9	35 467	62,7	175 634
1991-1992	117 233	97,7	8 153	15,9	47 323	74,8	172 709
1994-1995	113 443	97,4	8 304	16,2	54 283	78,5	176 030
1997-1998	111 078	97,0	8 802	17,2	57 710	78,9	177 590
2000-2001	103 948	96,1	10 146	19,7	66 714	79,0	180 808
2003-2004	101 560	96,0	10 520	20,6	67 515	79,6	179 595
2006-2007 (c)	98 992	95,9	10 799	21,3	68 808	80,3	178 599

a : Ces données excluent les élèves qui étudient dans une langue amérindienne ou en inuktitut.

b : pourcentages calculés sur le total des écoliers de même langue maternelle.

c : données provisoires.

Source : MELS, données non publiées au moment de la rédaction de ce rapport.

Tableau E.5

Nombres (a) et pourcentages d'écopliers (b) de langue maternelle française, anglaise et tierce **admissibles à l'enseignement en anglais, ensemble du Québec**, (maternelle, primaire et secondaire ; secteur des jeunes) 1983-1984 à 2006-2007 (une année sur trois, sauf la première)

Année scolaire	Langue maternelle						Total	
	Français		Anglais		Tierce			
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
1983-1984	14 139	1,4	93 678	86,0	31 644	48,0	139 461	12,1
1985-1986	12 767	1,3	89 967	87,6	27 213	41,2	129 947	11,4
1988-1989	12 748	1,3	85 909	87,3	22 226	30,2	120 883	10,7
1991-1992	14 168	1,5	82 843	86,8	19 099	23,1	116 110	10,2
1994-1995	16 557	1,7	82 588	87,0	18 093	20,1	117 238	10,3
1997-1998	20 173	2,1	82 004	86,1	18 923	19,9	121 100	10,6
2000-2001	23 933	2,6	81 168	85,5	21 090	21,0	126 191	11,3
2003-2004	27 286	3,1	79 688	84,4	22 358	20,1	129 332	11,8
2006-2007 (c)	27 731	3,3	75 165	81,9	21 391	17,9	124 287	11,7

a : Ces données excluent les élèves qui étudient dans une langue amérindienne ou en inuktitut.

b : pourcentages calculés sur le total des écopliers de même langue maternelle.

c : données provisoires.

Source : MELS, données non publiées au moment de la rédaction de ce rapport.

Tableau E.6

Nombres (a) et pourcentages d'écopliers (b) de langue maternelle française, anglaise et tierce **admissibles à l'enseignement en anglais, île de Montréal**, (maternelle, primaire et secondaire ; secteur des jeunes) 1983-1984 à 2006-2007 (une année sur trois, sauf la première)

Année scolaire	Langue maternelle						Total	
	Français		Anglais		Tierce			
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
1983-1984	4 493	3,1	51 684	87,5	26 641	50,9	82 818	32,3
1985-1986	4 037	2,9	50 304	89,5	22 630	43,3	76 971	31,0
1988-1989	3 666	2,9	47 382	88,3	18 283	31,6	69 331	29,1
1991-1992	3 891	3,2	44 905	87,5	15 536	24,6	64 332	27,4
1994-1995	4 174	3,6	44 659	87,3	14 511	21,0	63 344	26,8
1997-1998	4 668	4,1	43 999	86,2	15 111	20,7	63 778	26,7
2000-2001	5 312	4,6	44 038	85,3	16 611	21,4	65 961	27,1
2003-2004	5 638	5,1	43 487	84,0	17 465	20,9	66 590	27,1
2006-2007 (c)	5 533	5,4	41 227	81,4	16 325	19,1	63 085	26,3

a : Ces données excluent les élèves qui étudient dans une langue amérindienne ou en inuktitut.

b : pourcentages calculés sur le total des écopliers de même langue maternelle.

c : données provisoires.

Source : MELS, données non publiées au moment de la rédaction de ce rapport.

Tableau E.7

Nombres (a) et pourcentages d'écopliers (b) de langue maternelle française, anglaise et tierce **admissibles** à l'enseignement en anglais **qui étudient en français, ensemble du Québec**, (maternelle, primaire et secondaire) 1983-1984 à 2006-2007 (une année sur trois, sauf la première)

Année scolaire	Langue maternelle						Total	
	Français		Anglais		Tierce			
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
1983-1984	4 013	28,4	7 325	7,8	960	3,0	12 298	8,8
1985-1986	3 872	30,3	7 375	8,2	1 428	5,2	12 675	9,8
1988-1989	3 830	30,0	7 604	8,9	1 579	7,1	13 013	10,8
1991-1992	4 315	30,5	5 466	6,6	1 289	6,7	11 070	9,5
1994-1995	4 944	29,9	5 311	6,4	1 326	7,3	11 581	9,9
1997-1998	5 936	29,4	5 366	6,5	1 363	7,2	12 665	10,5
2000-2001	6 569	27,4	5 014	6,2	1 440	6,8	13 023	10,3
2003-2004	7 547	27,7	4 916	6,2	1 412	6,3	13 875	10,7
2006-2007 (c)	8 006	28,9	4 587	6,1	1 242	5,8	13 835	11,1

a : Ces données excluent les élèves qui étudient dans une langue amérindienne ou en inuktitut.

b : pourcentages calculés sur le total des écopliers de même langue maternelle.

c : données provisoires.

Source : MELS, données non publiées au moment de la rédaction de ce rapport.

Tableau E.8

Nombres (a) et pourcentages d'écopliers (b) de langue maternelle française, anglaise et tierce **admissibles** à l'enseignement en anglais **qui étudient en français, île de Montréal**, (maternelle, primaire et secondaire) 1983-1984 à 2006-2007 (une année sur trois, sauf la première)

Année scolaire	Langue maternelle						Total	
	Français		Anglais		Tierce			
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
1983-1984	1 302	29,0	5 035	9,7	747	2,8	7 084	8,6
1985-1986	1 327	32,9	4 973	9,9	1 147	5,1	7 447	9,7
1988-1989	1 209	33,0	4 978	10,5	1 320	7,2	7 507	10,8
1991-1992	1 227	31,5	2 656	5,9	1 017	6,5	4 900	7,6
1994-1995	1 261	30,2	2 560	5,7	1 026	7,1	4 847	7,7
1997-1998	1 463	31,3	2 515	5,7	1 052	7,0	5 030	7,9
2000-2001	1 567	29,5	2 484	5,6	1 105	6,7	5 156	7,8
2003-2004	1 654	29,3	2 458	5,7	1 023	5,9	5 135	7,7
2006-2007 (c)	1 665	30,1	2 429	5,9	942	5,8	5 036	8,0

a : Ces données excluent les élèves qui étudient dans une langue amérindienne ou en inuktitut.

b : pourcentages calculés sur le total des écopliers de même langue maternelle.

c : données provisoires.

Source : MELS, données non publiées au moment de la rédaction de ce rapport.

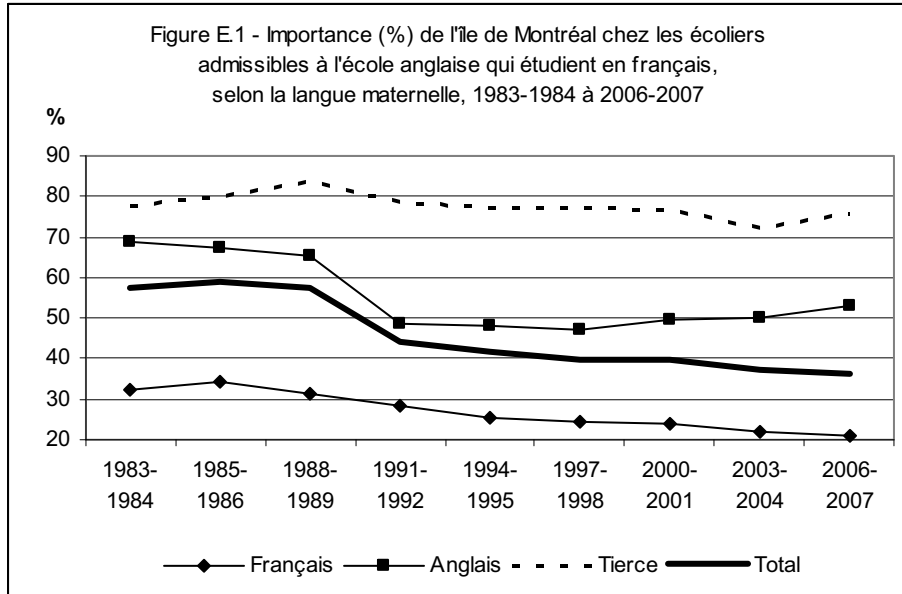


Tableau E.9
 Nombre d'écoliers admis à l'enseignement en anglais selon l'article invoqué
 (maternelle, primaire et secondaire ; secteur des jeunes)
 Ensemble du Québec, données cumulées, 1977 à 2002

Article	Caractéristique	Remarque	Nombre	%
Admissibilité proprement dite				
73.1°	Études de l'un des parents au Canada	<i>incluant l'alinéa 86.1.a</i>	221 355	37,3
73.2°	Études au Canada (l'écolier, le frère ou la sœur)	<i>incluant les alinéas 86.1.b et 86.1.c</i>	34 564	5,8
73.3°	Études au Québec d'un parent non citoyen	<i>à partir de 1992-1993</i>	3 156	0,5
73.4°	Études de l'enfant au Québec	<i>commencées avant le 26 août 1977</i>	274 173	46,2
73.5°	Études de l'un des parents hors Canada	<i>domicilé au Québec le 26 août 1977</i>	28 847	4,9
76	Selon l'article 73 antérieur au 17 avril 1982	<i>à partir de 1993-1994</i>	2 460	0,4
Sous-total			564 555	95,2
Exemptions, dérogations, amnistie				
81	Difficulté grave d'apprentissage	<i>de l'écolier</i>	4 842	0,8
	Difficulté grave d'apprentissage	<i>du frère ou de la sœur</i>	1 591	0,3
85	Séjour temporaire au Québec	<i>de l'écolier</i>	19 159	3,2
85.1.	Raison familiale ou humanitaire	<i>de l'écolier</i>	489	0,1
97	Dérogation pour les réserves indiennes	<i>dérogation élargie en 1993</i>	1 191	0,2
Loi 58	Amnistie des écoliers inscrits illégalement	<i>sanctionnée en avril 1986</i>	1 433	0,2
Sous-total			28 705	4,8
Grand-total			593 260	100,0

Source : MELIS, données non publiées au moment de la rédaction de ce rapport.

Tableau E.10

Nombres et répartitions des nouveaux inscrits (a) aux **études collégiales** selon la langue d'enseignement
1983-1984 à 2006-2007

Année (b)	Langue d'inscription au collégial						Total	
	Français		Anglais		Français/anglais			
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
1983	41 981	81,2	9 089	17,6	661	1,3	51 731	100,0
1984	41 773	80,9	9 274	17,9	619	1,2	51 666	100,0
1985	41 720	80,5	9 663	18,6	431	0,8	51 814	100,0
1986	42 394	80,4	9 793	18,6	528	1,0	52 715	100,0
1987	38 536	80,3	9 084	18,9	382	0,8	48 002	100,0
1988	39 102	81,1	8 711	18,1	399	0,8	48 212	100,0
1989	37 861	80,7	8 694	18,5	351	0,7	46 906	100,0
1990	38 772	81,4	8 477	17,8	371	0,8	47 620	100,0
1991	40 921	82,7	8 247	16,7	327	0,7	49 495	100,0
1992	45 188	83,6	8 470	15,7	377	0,7	54 035	100,0
1993	47 534	84,2	8 597	15,2	331	0,6	56 462	100,0
1994	46 787	84,2	8 441	15,2	336	0,6	55 564	100,0
1995	46 363	83,6	8 622	15,5	488	0,9	55 473	100,0
1996	47 391	83,4	8 901	15,7	557	1,0	56 849	100,0
1997	43 170	82,4	8 732	16,7	462	0,9	52 364	100,0
1998	43 445	82,7	8 566	16,3	491	0,9	52 502	100,0
1999	42 251	81,8	8 988	17,4	442	0,9	51 681	100,0
2000	40 611	81,7	8 634	17,4	466	0,9	49 711	100,0
2001	40 029	81,3	8 745	17,8	441	0,9	49 215	100,0
2002	38 289	80,7	8 753	18,5	392	0,8	47 434	100,0
2003	37 638	80,9	8 530	18,3	332	0,7	46 500	100,0
2004	37 801	80,8	8 669	18,5	328	0,7	46 798	100,0
2005	38 125	80,8	8 732	18,5	334	0,7	47 191	100,0
2006 (c)	40 380	80,9	9 232	18,5	301	0,6	49 913	100,0
Moyenne	41 586	81,8	8 819	17,3	423	0,8	50 827	100,0

a : Il s'agit des élèves inscrits pour la première fois à un programme conduisant à un diplôme d'études collégiales (DEC) à l'enseignement ordinaire.

b : Nouvelles inscriptions à l'automne de chaque année.

c : données provisoires.

Source : MELS, données non publiées au moment de la rédaction de ce rapport.

Tableau E.11

Nombres et répartitions des nouveaux inscrits (a) aux **études collégiales** selon

la langue d'enseignement au secondaire et la langue d'inscription au collégial, Québec, 1993 à 2006

Langue des études au secondaire / année (b)	Langue d'inscription au collégial						Total	
	Français		Anglais		Français/anglais			
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Français								
1993	47 395	94,5	2 462	4,9	294	0,6	50 151	100,0
1994	46 656	94,2	2 559	5,2	317	0,6	49 532	100,0
1995	46 483	93,6	2 899	5,8	265	0,5	49 647	100,0
1996	47 246	92,7	3 208	6,3	534	1,0	50 988	100,0
1997	43 062	92,1	3 230	6,9	445	1,0	46 737	100,0
1998	43 325	92,1	3 244	6,9	473	1,0	47 042	100,0
1999	42 136	91,4	3 538	7,7	428	0,9	46 102	100,0
2000	40 468	91,2	3 471	7,8	452	1,0	44 391	100,0
2001	39 913	91,0	3 507	8,0	420	1,0	43 840	100,0
2002	38 143	91,0	3 372	8,0	388	0,9	41 903	100,0
2003	37 477	91,3	3 246	7,9	330	0,8	41 053	100,0
2004	37 634	91,1	3 372	8,2	324	0,8	41 330	100,0
2005	37 951	91,3	3 269	7,9	332	0,8	41 552	100,0
2006 (c)	40 169	91,5	3 454	7,9	299	0,7	43 922	100,0
Moyenne	42 004	92,1	3 202	7,0	379	0,8	45 585	100,0
Anglais								
1993	137	2,2	6 131	97,3	36	0,6	6 304	100,0
1994	131	2,2	5 882	97,5	19	0,3	6 032	100,0
1995	82	1,4	5 720	98,2	23	0,4	5 825	100,0
1996	107	1,8	5 684	97,8	22	0,4	5 813	100,0
1997	108	1,9	5 502	97,8	17	0,3	5 627	100,0
1998	120	2,2	5 322	97,5	18	0,3	5 460	100,0
1999	115	2,1	5 450	97,7	14	0,3	5 579	100,0
2000	143	2,7	5 163	97,0	14	0,3	5 320	100,0
2001	116	2,2	5 238	97,5	21	0,4	5 375	100,0
2002	146	2,6	5 381	97,3	4	0,1	5 531	100,0
2003	161	3,0	5 284	97,0	2	0,0	5 447	100,0
2004	167	3,1	5 297	96,9	4	0,1	5 468	100,0
2005	174	3,1	5 463	96,9	2	0,0	5 639	100,0
2006 (c)	211	3,5	5 778	96,4	2	0,0	5 991	100,0
Moyenne	137	2,4	5 521	97,3	14	0,2	5 672	100,0

a : Il s'agit des élèves inscrits pour la première fois à un programme conduisant à un diplôme d'études collégiales (DEC) à l'enseignement ordinaire.

b : Nouvelles inscriptions à l'automne de chaque année.

c : données provisoires.

Source : MELS, données non publiées au moment de la rédaction de ce rapport.

Tableau E.12
 Nombres et répartitions des nouveaux inscrits (a) aux **études collégiales** selon
 la langue d'enseignement au secondaire et la langue d'inscription au collégial,
 Collégiens **de langue maternelle française**, Québec, 1993 à 2006

Langue des études au secondaire / année (b)	Langue d'inscription au collégial						Total	
	Français		Anglais		Français/anglais			
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Français								
1993	45 252	96,9	1 191	2,6	243	0,5	46 686	100,0
1994	44 530	96,8	1 224	2,7	271	0,6	46 025	100,0
1995	44 344	96,5	1 406	3,1	219	0,5	45 969	100,0
1996	45 090	95,8	1 481	3,1	496	1,1	47 067	100,0
1997	41 092	95,2	1 656	3,8	413	1,0	43 161	100,0
1998	41 368	95,3	1 623	3,7	438	1,0	43 429	100,0
1999	40 258	95,0	1 736	4,1	401	0,9	42 395	100,0
2000	38 474	94,7	1 711	4,2	423	1,0	40 608	100,0
2001	37 915	95,0	1 617	4,1	386	1,0	39 918	100,0
2002	36 071	94,8	1 609	4,2	364	1,0	38 044	100,0
2003	35 316	95,1	1 497	4,0	314	0,8	37 127	100,0
2004	35 278	95,0	1 549	4,2	302	0,8	37 129	100,0
2005	35 440	95,3	1 427	3,8	310	0,8	37 177	100,0
2006 (c)	37 546	95,4	1 522	3,9	286	0,7	39 354	100,0
Moyenne	39 855	95,5	1 518	3,6	348	0,8	41 721	100,0
Anglais								
1993	83	14,2	493	84,1	10	1,7	586	100,0
1994	65	12,6	448	86,8	3	0,6	516	100,0
1995	77	14,9	435	84,3	4	0,8	516	100,0
1996	73	14,9	415	84,5	3	0,6	491	100,0
1997	55	11,1	437	88,3	3	0,6	495	100,0
1998	61	12,3	433	87,3	2	0,4	496	100,0
1999	68	12,7	464	86,4	5	0,9	537	100,0
2000	60	11,7	448	87,5	4	0,8	512	100,0
2001	81	15,7	431	83,5	4	0,8	516	100,0
2002	99	17,7	457	81,8	3	0,5	559	100,0
2003	110	18,2	496	81,8	0	0,0	606	100,0
2004	116	17,8	533	81,9	2	0,3	651	100,0
2005	118	19,0	503	80,9	1	0,2	622	100,0
2006 (c)	152	19,5	625	80,3	1	0,1	778	100,0
Moyenne	87	15,5	473	84,0	3	0,6	563	100,0

a : Il s'agit des élèves inscrits pour la première fois à un programme conduisant à un diplôme d'études collégiales (DEC) à l'enseignement ordinaire.

b : Nouvelles inscriptions à l'automne de chaque année.

c : données provisoires.

Source : MELS, données non publiées au moment de la rédaction de ce rapport.

Tableau E.13
 Nombres et répartitions des nouveaux inscrits (a) aux **études collégiales** selon
 la langue d'enseignement au secondaire et la langue d'inscription au collégial,
 Collégiens **de langue maternelle anglaise**, Québec, 1993 à 2006

Langue des études au secondaire / année (b)	Langue d'inscription au collégial						Total	
	Français		Anglais		Français/anglais			
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Français								
1993	214	42,6	284	56,6	4	0,8	502	100,0
1994	227	40,9	328	59,1	0	0,0	555	100,0
1995	207	38,8	323	60,6	3	0,6	533	100,0
1996	187	37,3	314	62,5	1	0,2	502	100,0
1997	169	40,0	254	60,0	0	0,0	423	100,0
1998	168	36,2	295	63,6	1	0,2	464	100,0
1999	152	31,1	335	68,5	2	0,4	489	100,0
2000	182	35,2	331	64,0	4	0,8	517	100,0
2001	196	36,3	342	63,3	2	0,4	540	100,0
2002	176	35,0	325	64,6	2	0,4	503	100,0
2003	188	37,7	310	62,1	1	0,2	499	100,0
2004	217	37,7	356	61,9	2	0,3	575	100,0
2005	241	40,7	347	58,6	4	0,7	592	100,0
2006 (c)	255	39,4	391	60,4	1	0,2	647	100,0
Moyenne	199	37,9	324	61,8	2	0,4	524	100,0
Anglais								
1993	53	1,2	4 341	98,4	16	0,4	4 410	100,0
1994	55	1,3	4 251	98,7	3	0,1	4 309	100,0
1995	23	0,6	4 105	99,2	12	0,3	4 140	100,0
1996	40	1,0	4 134	98,9	6	0,1	4 180	100,0
1997	31	0,8	3 958	99,0	10	0,3	3 999	100,0
1998	59	1,5	3 865	98,3	8	0,2	3 932	100,0
1999	32	0,8	3 979	99,0	7	0,2	4 018	100,0
2000	43	1,1	3 803	98,7	7	0,2	3 853	100,0
2001	38	1,0	3 764	98,7	13	0,3	3 815	100,0
2002	38	1,0	3 888	99,0	1	0,0	3 927	100,0
2003	46	1,2	3 687	98,7	1	0,0	3 734	100,0
2004	45	1,2	3 674	98,7	2	0,1	3 721	100,0
2005	52	1,3	3 809	98,6	1	0,0	3 862	100,0
2006 (c)	52	1,3	3 939	98,7	1	0,0	3 992	100,0
Moyenne	43	1,1	3 943	98,8	6	0,2	3 992	100,0

a : Il s'agit des élèves inscrits pour la première fois à un programme conduisant à un diplôme d'études collégiales (DEC) à l'enseignement ordinaire.

b : Nouvelles inscriptions à l'automne de chaque année.

c : données provisoires.

Source : MELS, données non publiées au moment de la rédaction de ce rapport.

Tableau E.14
 Nombres et répartitions des nouveaux inscrits (a) aux **études collégiales** selon
 la langue d'enseignement au secondaire et la langue d'inscription au collégial,
 Collégiens **de langues maternelles tierces**, Québec, 1993 à 2006

Langue des études au secondaire / année (b)	Langue d'inscription au collégial						Total	
	Français		Anglais		Français/anglais			
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Français								
1993	1 929	65,1	987	33,3	47	1,6	2 963	100,0
1994	1 899	64,3	1 007	34,1	46	1,6	2 952	100,0
1995	1 932	61,4	1 170	37,2	43	1,4	3 145	100,0
1996	1 969	57,6	1 413	41,3	37	1,1	3 419	100,0
1997	1 801	57,1	1 320	41,9	32	1,0	3 153	100,0
1998	1 789	56,8	1 326	42,1	34	1,1	3 149	100,0
1999	1 726	53,6	1 467	45,6	25	0,8	3 218	100,0
2000	1 812	55,5	1 429	43,8	25	0,8	3 266	100,0
2001	1 802	53,3	1 548	45,8	32	0,9	3 382	100,0
2002	1 894	56,5	1 438	42,9	22	0,7	3 354	100,0
2003	1 952	57,4	1 433	42,1	15	0,4	3 400	100,0
2004	2 139	59,0	1 467	40,5	20	0,6	3 626	100,0
2005	2 270	60,0	1 495	39,5	18	0,5	3 783	100,0
2006 (c)	2 368	60,4	1 541	39,3	12	0,3	3 921	100,0
Moyenne	1 949	58,4	1 360	40,7	29	0,9	3 338	100,0
Anglais								
1993	24	1,1	2 141	94,2	107	4,7	2 272	100,0
1994	11	0,6	1 679	97,3	35	2,0	1 725	100,0
1995	7	0,5	1 355	98,3	16	1,2	1 378	100,0
1996	3	0,2	1 216	98,7	13	1,1	1 232	100,0
1997	4	0,3	1 178	99,0	8	0,7	1 190	100,0
1998	6	0,5	1 117	98,2	14	1,2	1 137	100,0
1999	9	0,8	1 080	99,0	2	0,2	1 091	100,0
2000	1	0,1	1 009	99,3	6	0,6	1 016	100,0
2001	2	0,2	1 040	99,5	3	0,3	1 045	100,0
2002	9	0,9	1 036	99,1	0	0,0	1 045	100,0
2003	5	0,5	1 101	99,5	1	0,1	1 107	100,0
2004	6	0,5	1 090	99,5	0	0,0	1 096	100,0
2005	4	0,3	1 151	99,7	0	0,0	1 155	100,0
2006 (c)	7	0,6	1 214	99,4	0	0,0	1 221	100,0
Moyenne	7	0,6	1 243	98,3	15	1,2	1 265	100,0

a : Il s'agit des élèves inscrits pour la première fois à un programme conduisant à un diplôme d'études collégiales (DEC) à l'enseignement ordinaire.

b : Nouvelles inscriptions à l'automne de chaque année.

c : données provisoires.

Source : MELS, données non publiées au moment de la rédaction de ce rapport.

Tableau E.15

Nombres et répartitions des étudiants universitaires (a) selon la langue d'enseignement, ensemble du Québec, 1986 à 2006

Année	Langue d'enseignement				Total	
	Français		Anglais			
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
1986	162 616	78,2	45 377	21,8	207 993	100,0
1987	160 907	77,2	47 434	22,8	208 341	100,0
1988	163 661	77,3	48 079	22,7	211 740	100,0
1989	163 237	76,8	49 225	23,2	212 462	100,0
1990	167 171	76,6	51 200	23,4	218 371	100,0
1991	171 855	77,0	51 373	23,0	223 228	100,0
1992	179 059	77,8	51 230	22,2	230 289	100,0
1993	176 437	77,1	52 320	22,9	228 757	100,0
1994	169 960	76,6	52 026	23,4	221 986	100,0
1995	163 499	75,9	51 972	24,1	215 471	100,0
1996	159 234	75,7	50 985	24,3	210 219	100,0
1997	156 383	75,9	49 534	24,1	205 917	100,0
1998	156 205	76,1	49 018	23,9	205 223	100,0
1999	159 673	76,2	49 758	23,8	209 431	100,0
2000	160 922	76,1	50 651	23,9	211 573	100,0
2001	168 116	75,9	53 518	24,1	221 634	100,0
2002	175 453	75,6	56 482	24,4	231 935	100,0
2003	181 818	75,6	58 838	24,4	240 656	100,0
2004	184 694	75,6	59 588	24,4	244 282	100,0
2005 (b)	186 441	75,7	59 902	24,3	246 343	100,0
2006 (b)	181 897	75,4	59 466	24,6	241 363	100,0

a : Il s'agit des inscriptions à un programme ordinaire à l'automne de chaque année.

b : Données provisoires.

Source : MELS, données non publiées au moment de la rédaction de ce rapport.

Tableau E.16

Nombres et répartitions des étudiants universitaires (a) **de langue maternelle française** selon la langue d'enseignement, ensemble du Québec, 1986 à 2006

Année	Langue d'enseignement				Total	
	Français		Anglais		Nombre	%
	Nombre	%	Nombre	%		
1986	154 507	94,1	9 688	5,9	164 195	100,0
1987	152 573	94,0	9 739	6,0	162 312	100,0
1988	154 619	94,3	9 346	5,7	163 965	100,0
1989	153 823	94,6	8 789	5,4	162 612	100,0
1990	157 711	94,4	9 374	5,6	167 085	100,0
1991	161 608	94,7	9 003	5,3	170 611	100,0
1992	167 484	95,0	8 884	5,0	176 368	100,0
1993	164 165	94,7	9 159	5,3	173 324	100,0
1994	157 556	94,5	9 182	5,5	166 738	100,0
1995	151 044	94,1	9 418	5,9	160 462	100,0
1996	146 728	94,0	9 289	6,0	156 017	100,0
1997	143 858	93,9	9 411	6,1	153 269	100,0
1998	143 733	93,7	9 668	6,3	153 401	100,0
1999	146 694	93,7	9 794	6,3	156 488	100,0
2000	148 031	93,6	10 099	6,4	158 130	100,0
2001	153 666	93,6	10 427	6,4	164 093	100,0
2002	159 343	93,7	10 752	6,3	170 095	100,0
2003	163 510	93,9	10 662	6,1	174 172	100,0
2004	165 371	94,0	10 463	6,0	175 834	100,0
2005 (b)	166 139	94,2	10 269	5,8	176 408	100,0
2006 (b)	161 338	94,1	10 065	5,9	171 403	100,0

a : Il s'agit des inscriptions à un programme ordinaire à l'automne de chaque année.

b : Données provisoires.

Source : MELS, données non publiées au moment de la rédaction de ce rapport.

Tableau E.17

Nombres et répartitions des étudiants universitaires (a) **de langue maternelle anglaise** selon la langue d'enseignement, ensemble du Québec, 1986 à 2006

Année	Langue d'enseignement				Total	
	Français		Anglais			
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
1986	2 492	8,2	27 902	91,8	30 394	100,0
1987	2 608	8,1	29 590	91,9	32 198	100,0
1988	2 724	8,2	30 494	91,8	33 218	100,0
1989	2 484	7,3	31 633	92,7	34 117	100,0
1990	2 340	6,7	32 361	93,3	34 701	100,0
1991	2 435	7,0	32 404	93,0	34 839	100,0
1992	2 450	7,1	32 017	92,9	34 467	100,0
1993	2 432	7,0	32 084	93,0	34 516	100,0
1994	2 390	7,0	31 577	93,0	33 967	100,0
1995	2 282	6,8	31 102	93,2	33 384	100,0
1996	2 212	6,9	29 980	93,1	32 192	100,0
1997	1 973	6,5	28 335	93,5	30 308	100,0
1998	1 831	6,2	27 554	93,8	29 385	100,0
1999	1 880	6,3	27 897	93,7	29 777	100,0
2000	1 737	5,8	28 258	94,2	29 995	100,0
2001	1 774	5,6	29 788	94,4	31 561	100,0
2002	1 808	5,5	31 365	94,5	33 173	100,0
2003	1 977	5,7	32 475	94,3	34 452	100,0
2004	2 165	6,2	32 946	93,8	35 111	100,0
2005 (b)	2 293	6,4	33 501	93,6	35 794	100,0
2006 (b)	2 392	6,7	33 438	93,3	35 830	100,0

a : Il s'agit des inscriptions à un programme ordinaire à l'automne de chaque année.

b : Données provisoires.

Source : MELS, données non publiées au moment de la rédaction de ce rapport.

Tableau E.18

Nombres et répartitions des étudiants universitaires (a) **de langues maternelles tierces** selon la langue d'enseignement, ensemble du Québec, 1986 à 2006

Année	Langue d'enseignement				Total	
	Français		Anglais			
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
1986	5 616	41,9	7 788	58,1	13 404	100,0
1987	5 726	41,4	8 105	58,6	13 831	100,0
1988	6 318	43,4	8 239	56,6	14 557	100,0
1989	6 930	44,0	8 803	56,0	15 733	100,0
1990	7 120	42,9	9 465	57,1	16 585	100,0
1991	7 812	43,9	9 966	56,1	17 778	100,0
1992	9 125	46,9	10 329	53,1	19 454	100,0
1993	9 840	47,0	11 077	53,0	20 917	100,0
1994	10 014	47,1	11 267	52,9	21 281	100,0
1995	10 173	47,0	11 452	53,0	21 625	100,0
1996	10 294	46,8	11 716	53,2	22 010	100,0
1997	10 552	47,2	11 788	52,8	22 340	100,0
1998	10 641	47,4	11 796	52,6	22 437	100,0
1999	11 099	47,9	12 067	52,1	23 166	100,0
2000	11 154	47,6	12 294	52,4	23 448	100,0
2001	12 676	48,8	13 303	51,2	25 979	100,0
2002	14 302	49,9	14 365	50,1	28 667	100,0
2003	16 331	51,0	15 701	49,0	32 032	100,0
2004	17 158	51,5	16 179	48,5	33 337	100,0
2005 (b)	18 009	52,7	16 132	47,3	34 141	100,0
2006 (b)	18 167	53,2	15 963	46,8	34 130	100,0

a : Il s'agit des inscriptions à un programme ordinaire à l'automne de chaque année.

b : Données provisoires.

Source : MELS, données non publiées au moment de la rédaction de ce rapport.

Tableau E.19

Répartitions des étudiants universitaires (a) selon leur langue maternelle,
universités de langue française, ensemble du Québec, 1986 à 2006

Année	Langue maternelle			Total N
	Français	Anglais	Autre	
	%	%	%	
1986	95,0	1,5	3,5	162 616
1987	94,8	1,6	3,6	160 907
1988	94,5	1,7	3,9	163 661
1989	94,2	1,5	4,2	163 237
1990	94,3	1,4	4,3	167 171
1991	94,0	1,4	4,5	171 855
1992	93,5	1,4	5,1	179 059
1993	93,0	1,4	5,6	176 437
1994	92,7	1,4	5,9	169 960
1995	92,4	1,4	6,2	163 499
1996	92,1	1,4	6,5	159 234
1997	92,0	1,3	6,7	156 383
1998	92,0	1,2	6,8	156 205
1999	91,9	1,2	7,0	159 673
2000	92,0	1,1	6,9	160 922
2001	91,4	1,1	7,5	168 116
2002	90,8	1,0	8,2	175 453
2003	89,9	1,1	9,0	181 818
2004	89,5	1,2	9,3	184 694
2005 (b)	89,1	1,2	9,7	186 441
2006 (b)	88,7	1,3	10,0	181 897

a : Il s'agit des inscriptions à un programme ordinaire à l'automne de chaque année.

b : Données provisoires.

Source : tableaux E.15 à E.18.

Tableau E.20

Répartitions des étudiants universitaires (a) selon leur langue maternelle,
universités de langue anglaise, ensemble du Québec, 1986 à 2006

Année	Langue maternelle			Total N
	Français	Anglais	Autre	
	%	%	%	
1986	21,3	61,5	17,2	45 377
1987	20,5	62,4	17,1	47 434
1988	19,4	63,4	17,1	48 079
1989	17,9	64,3	17,9	49 225
1990	18,3	63,2	18,5	51 200
1991	17,5	63,1	19,4	51 373
1992	17,3	62,5	20,2	51 230
1993	17,5	61,3	21,2	52 320
1994	17,6	60,7	21,7	52 026
1995	18,1	59,8	22,0	51 972
1996	18,2	58,8	23,0	50 985
1997	19,0	57,2	23,8	49 534
1998	19,7	56,2	24,1	49 018
1999	19,7	56,1	24,3	49 758
2000	19,9	55,8	24,3	50 651
2001	19,5	55,7	24,9	53 518
2002	19,0	55,5	25,4	56 482
2003	18,1	55,2	26,7	58 838
2004	17,6	55,3	27,2	59 588
2005 (b)	17,1	55,9	26,9	59 902
2006 (b)	16,9	56,2	26,8	59 466

a : Il s'agit des inscriptions à un programme ordinaire à l'automne de chaque année.

b : Données provisoires.

Source : tableaux E.15 à E.18.